

Ministère de l'Aménagement du Territoire, de
l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières et des
Transports Terrestres

Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience (PRPKR)

P171361

RAPPORT D'ACTIVITES SEMESTRIEL

Janvier – juin 2023

Unité de Gestion du Projet



Juillet 2023

Table des matièresPages

ABREVIATIONS ET ACRONYMES	3
1. DONNEES DE BASE ET PRESENTATION DU PROJET.....	4
1.1 DONNEES DE BASE.....	4
1.2 PRESENTATION DU PROJET.....	4
2. OBJECTIF DU PROJET	4
3. ZONE D’INTERVENTION	5
4. CADRE INSTITUTIONNEL	5
5. COUTS ET SOURCES DE FINANCEMENT DU PRPKR.....	5
6. ACTIVITES MISES EN ŒUVRE DANS LE CADRE DU SUIVI EXTERNE.....	6
6.1 COMITE DE PILOTAGE ET PROGRAMME DE TRAVAIL BUDGETAIRE ET ANNUEL (PTBA)	6
6.2 RAPPORT DE SUIVI FINANCIER (RSF)	6
6.3 MISSION D’APPUI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET.....	6
6.4 AUDIT EXTERNE DU PROJET	7
6.5 REUNIONS DE SUIVI DU PORTEFEUILLE DES PROJETS FINANCES PAR LA BANQUE MONDIALE.....	7
7. ETAT D’AVANCEMENT PAR COMPOSANTE ET SOUS-COMPOSANTE DU PROJET	7
7.1 COMPOSANTE 1 : RELEVEMENT ET RESILIENCE DU SECTEUR DU LOGEMENT/HABITAT :	7
7.1.1 <i>Sous Composante 1.1 : Aide à la reconstruction des logements et Infrastructures</i>	7
7.1.2 <i>Sous Composante 1.2 : Renforcement du système urbain et des normes de construction</i>	19
7.2 COMPOSANTE 2 : RESILIENCE DES ZONES COTIERES ET REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES	19
7.2.1 <i>Sous composante 2.1 : Résilience des zones côtières et réhabilitation des infrastructures</i>	20
7.2.2 <i>Sous composante 2.2 : Réhabilitation de sections critiques de la route</i>	22
7.3 COMPOSANTE 3 : GESTION INTEGREE DES RISQUES DE CATASTROPHES	23
7.3.1 <i>Sous composante 3.1 : Appui à la réponse d’urgence</i>	23
7.3.2 <i>Sous composante 3.2 : Renforcement de la gestion intégrée des risques de catastrophes</i>	23
7.4 COMPOSANTE 4 : GESTION DE PROJET, GESTION DE RISQUES, SUIVI ET EVALUATION.....	24
8. PLAN DE PASSATION DES MARCHES DE SIX MOIS	26
9. CHANGEMENTS DU PPSD PENDANT LA DUREE DE VIE DU PROJET – RESUME PPSD-PPM DE 6 MOIS- MIS A JOUR AU MOIS DE JUIN 2023	32
10. SITUATION FINANCIERE DU PROJET	37
10.1 PREVISIONS/REALISATIONS DU SEMESTRE ET DE L’ANNEE.....	37
11. ETAT D’AVANCEMENT DES MESURES DE SAUVEGARDES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES	40
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	65
12. ANNEXES	66
ANNEXE 1 : ETAT DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTIONS ET DES RECOMMANDATIONS ISSU DE LA MISSION DU 05 AU 15 SEPTEMBRE 2022	67
ANNEXE 2 : PLAN D’ACTIONS ET RECOMMANDATIONS ISSUS DE LA MISSION D’APPUI A LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME LOGEMENT DU PROJET POST-KENNETH DU 13 AU 24 MARS ET DU 03 AU 13 MAI 2023	75

Abréviations et Acronymes

ACB	Analyse coût/bénéfice
AfD	Agence française de développement
AT	Assistance technique
BAD	Banque africaine de développement
BM	Banque mondiale
CATI	Centre d'analyse et de traitement de l'information
CEDAW	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CERC	Composante contingente de réponse d'urgence
CERF	Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies
CGES	Cadre de gestion environnementale et sociale
COSEP	Centres d'opérations de secours et de protection civile
CPP	Cadres de partenariat pays
CR	Cadre de réinstallation
CRW	Guichet spécial de financement de riposte à la crise (<i>Crisis Response Window</i>)
DATUH	Direction de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'habitat
DGEAT	Direction générale de l'équipement et de l'aménagement du territoire
DGRTR	Direction générale chargée des routes et des transports terrestres
DGSC	Direction générale de la sécurité civile
DTS	Droits de tirage spéciaux
E&S	Environnemental et Social
EIES	Étude d'impact environnemental et social
FAO	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
FCV	Fragilité, Conflit, Violence
FER	Fonds d'entretien routier
FICR	Fédération internationale de la Croix-Rouge
GdC	Gouvernement de l'Union des Comores
GFP	Gestion des finances publiques
GRC	Gestion des risques de catastrophe
GRS	Service de règlement des plaintes
IDA	Association internationale de développement
ISR	Rapport sur l'état d'avancement et les résultats de la mise en œuvre
MAPE	Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Environnement
MATU	Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières et des transports terrestres
MEI	Ministre de l'Économie des Investissements et de l'Énergie, Chargé de l'Intégration Économique, du Tourisme et de l'Artisanat, porte-parole du Gouvernement

MIDAT	Ministère de l'intérieur, de la Décentralisation et de l'Administration Territoriale Chargé des relations avec les institutions
MOD	Maîtrised'ouvrage délégué
PTBA	Programme de Travail Budgétaire Annuel

1. DONNEES DE BASE ET PRESENTATION DU PROJET

1.1 DONNEES DE BASE

Le tableau ci-dessous présente les informations de base du projet :

Données de base du Projet		
Objectif de développement du Projet : L'objectif du Projet est de soutenir le relèvement d'infrastructures publiques et privées ciblées dans les zones touchées par le cyclone Kenneth et d'accroître leur résilience face aux catastrophes naturelles et climatiques.		
Date d'approbation par la Banque Mondiale : 18 décembre 2019	Entrée en vigueur 09 mars 2020	Date de clôture 30 novembre 2025
Montant du Projet (IDA) :US\$45m Crédit: US\$22.5m / Don: US22.5m	Décaissement global (IDA) (\$8,60m ; 19,40%)	Non Décaissé (IDA) (\$36,40m ; 80,6%)
Décaissement par rapport au PTBA de l'année 2023: US\$647,68m ; 8%		

1.2 PRESENTATION DU PROJET

L'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale dans le cadre du Projet de Relèvement Post Kenneth et de Résilience (PRPKR) sous forme de dons et de crédit d'un montant de 45 millions de dollars (USD \$). L'accord de financement a été signé par les deux parties le 13 Janvier 2020. Ce projet s'inscrit dans l'objectif de soutenir le relèvement d'infrastructures publiques et privées ciblées dans les zones sélectionnées touchées par le cyclone, et d'accroître la résilience face aux catastrophes naturelles et climatiques.

Ce Projet tire sa genèse dès le lendemain du passage du cyclone Kenneth qui a causé beaucoup de dégâts dont les secteurs de l'agriculture et l'habitat demeurent les plus touchés. Ainsi, les dommages et pertes occasionnés par le cyclone sont chiffrés à hauteur de 185 Millions de dollars dont 36,5 % concernent seulement le secteur de l'habitat. A la demande du Gouvernement, la Banque est venue apporter sa contribution pour la reconstruction post Kenneth. Le projet est logé au Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres. A cet effet, une Unité de Gestion de Projet (UGP) est mise en place au sein de la Direction Générale de l'Équipement et de l'Aménagement du Territoire (DGEAT). L'UGP travaille en étroite collaboration avec la Direction de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat (DATUH), la Direction Générale des Routes et Transports Routiers (DGRTR) et la Direction Générale de la Sécurité Civile (DGSC).

Le Projet s'articule autour de 4 composantes ci-après :

- ✓ Relèvement et Résilience du secteur du logement ;
- ✓ Résilience des zones côtières et réhabilitation des infrastructures ;
- ✓ Gestion intégrée des risques de catastrophes et sous-composante d'intervention d'urgence ;
- ✓ Gestion, suivi et évaluation du projet.

2. OBJECTIF DU PROJET

L'objectif principal de ce projet est de soutenir le relèvement d'infrastructures publiques et privées ciblées dans les zones touchées par le cyclone Kenneth, et d'accroître leur résilience face aux catastrophes naturelles et climatiques.

3. ZONE D'INTERVENTION

Le PRPKR intervient dans les trois îles de l'union des comores (Grande- comore, Anjouan et Mohéli) notamment dans le secteur de l'habitat/logement et le secteur des infrastructures publiques et privées.

Les zones concernées par le projet de relèvement Post- Kenneth et de résilience consistent à la reconstruction de 1000 logements au profit de 1000 ménages les plus vulnérables (ii) la réhabilitation de 14 km de routes financées par le projet et (iii) la construction de 2,5-3 km de digues.

- zones de priorité 1 : localités ayant un nombre de maisons détruites supérieures ou égales à 30% des habitations ;
- zones de priorité 2 : localités ayant un nombre de maisons détruites entre 10% à 30 % des habitations ;
- zones de priorités 3 : localités ayant un nombre de maisons détruites inférieur à 10% des habitations

Le PRPKR comporte quatre (04) composantes subdivisées chacune en sous-composantes. Ces dernières sont déclinées en activités, elles-mêmes matérialisées par des marchés.

Les quatre (04) composantes sont les suivantes :

- **Relèvement et Résilience du secteur du logement ;**
- **Résilience des zones côtières et réhabilitation des infrastructures ;**
- **Gestion intégrée des risques de catastrophes et sous-composante d'intervention d'urgence ;**
- **Gestion, suivi et évaluation du projet.**

4. CADRE INSTITUTIONNEL

Le projet est logé au Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres. A cet effet, une Unité de Gestion de Projet (UGP) est mise en place au sein de la Direction Générale de l'Équipement et de l'Aménagement du Territoire (DGEAT). L'UGP travaille en étroite collaboration avec la Direction de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat (DATUH), la Direction Générale des Routes et Transports Routiers (DGRTR) et la Direction Générale de la Sécurité Civile (DGSC).

Le Comité de pilotage présidé par le Secrétaire Général du MATUAFTT est responsable du pilotage et de l'orientation stratégique du projet.

5. COUTS ET SOURCES DE FINANCEMENT DU PRPKR

Le financement de US\$ 45 millions est réparti comme suit.

- US\$ 22.5 millions sur prêt de l'IDA
- US\$ 22.5 millions sur don de l'IDA

6. ACTIVITES MISES EN ŒUVRE DANS LE CADRE DU SUIVI EXTERNE

6.1 Comité de Pilotage et Programme de Travail Budgétaire et Annuel (PTBA)

Le Comité Pilotage (CoPil) du PRPKR s'est réuni le 18 Janvier 2023 pour valider le Programme de Travail et le Budget annuel (PTBA-2023) 2023 qui s'élève à **9.506.420.271 KMF**, soit **20.226.426,108USD** répartis, par composante, comme suit :

Tableau 1 : Répartition du budget 2023 du PRPKR par composante (en Dollars)

COMPOSANTES		1	2	3	4	TOTAL
IDA	KMF	3.613.167.359	5.389.446.345	283.256.700	220.549.867	9.506.420.271
	USD	7.687.590	11.466.907	602.674	469.255	20.226.426,108
%		38	56,69	2,98	2,32	100%

Le PTBA-2023 a été approuvé à l'unanimité par le comité de pilotage du projet.

6.2 Rapport de suivi financier (RSF)

Pour le 1^{er} semestre 2023, deux rapports trimestriels de suivi financier (RSF) ont été transmis à la BM.

6.3 Mission d'appui de la mise en œuvre du projet

Une mission d'appui et de supervision de la Banque Mondiale s'est déroulée du 13 au 24 mars et du 03 au 13 mai 2023, dont les principaux objectifs étaient d'apporter un appui technique et opérationnel à la mise en œuvre du projet, en particulier : (i) d'assurer le suivi et fournir du soutien technique pour la conception des logement, les DAO, et d'autres procédures afin de lancer les travaux de reconstruction de logement; (ii) évaluer la chaîne de valeur de la construction des logements ainsi que la capacité de l'équipe de mise en œuvre et de supervision et (iii) d'assurer le suivi des activités de sauvegardes environnementale et sociale, de passation des marchés, de gestion financière et d'accélérer les études côtiers (composante 2) et avec l'aide de la mission CREWS, pour apporter un soutien aux activités liées au system d'alerte précoce.

Au terme de cette mission, un plan d'actions est élaboré pour servir de feuille de route pour les prochains six mois. Ce plan d'action est composé de 39 actions dont 15 actions sont planifiées pour le mois de juin 2023.

Les derniers jours de ces deux missions, des réunions de restitution ont été organisées pour faire état des résultats de la mission auprès du secrétariat Général du Gouvernement par la mission en compagnie de l'Unité de Gestion du Projet.

6.4 Audit Externe du Projet

Après la signature du marché intervenu le 30/11/2021, le groupement (FINVISORIE-CO.FIN.CO) a démarré le troisième exercice de son activité le 13 mars 2023. Le rapport provisoire de l'audit (exercice 2022) a été remis à l'UGP par le cabinet le 19 mai 2023 et le rapport définitif a été envoyé le 24 mai 2023 et soumis sur Client Connection pour transmission à la banque mondiale le 05 juin 2023. A ce jour le rapport est toujours en cours de validation par la banque mondiale.

6.5 Réunions de suivi du portefeuille des projets financés par la banque mondiale

Une réunion entre le représentant de la Banque mondiale en Union des Comores et les différents coordonnateurs des projets accompagnés des responsables administratifs et financiers et les responsables en passation de marchés s'est déroulée le 18 mai 2023 qui avait pour objet de recadrer les prévisions de décaissements pour optimiser les dépenses de la période de juillet 2022 à juin 2023. Chaque projet est contraint à veiller scrupuleusement pour le respect de ses projections issues de cette réunion.

Le projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience (PRPKR) doit décaisser au total 3 080 205 521,08 KMF soit 7 130 105,37 \$ pour l'année fiscale 2023(juillet 2022 à juin 2023).

7. ETAT D'AVANCEMENT PAR COMPOSANTE ET SOUS-COMPOSANTE DU PROJET

7.1 Composante 1 : Relèvement et résilience du secteur du logement/habitat :

Cette composante couvre deux sous composantes à savoir :

- ✓ La première sous composante « **Aide à la reconstruction / Réhabilitation de logement** » vise à soutenir l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme national de reconstruction de logements destinés aux ménages les plus vulnérables touchés par le cyclone Kenneth en finançant la reconstruction de 263 logements résilients répondants aux normes parasismiques et para-cycloniques.
- ✓ La deuxième sous composante « **renforcement du système urbain et des normes de construction** » se focalise sur le renforcement et l'élaboration des outils de planification et de gestion territoriale et urbaine du pays dans les domaines de l'habitat, du logement, du foncier, du zonage et de la construction, en apportant une assistance technique et en dispensant des formations dans la planification et la gestion du territoire

Il est à noter que suite à la mission de supervision de la Banque Mondiale en février 2022, il a été décidé de restructurer le projet PRPKR par le transfert d'un montant de 5 millions de dollars de la Composante 3.1 (Appui à la réponse d'urgence) à la Composante 1.1 (Appui à la reconstruction de logements), en vue de :

- Financer des travaux de construction et de réhabilitation d'infrastructures communautaires (écoles, réservoirs d'eau, et pistes)
- Financer la construction d'entrepôts et Citernes au profit de la Direction Générale de la Sécurité civile (DGSC) pour renforcer sa capacité opérationnelle à faire face aux aléas et catastrophes dans le cas échéant

7.1.1 Sous Composante 1.1 : Aide à la reconstruction des logements et Infrastructures

❖ Reconstruction des logements

A fin juin 2023, la reconstruction des logements proprement dite n'a pas encore démarré enregistrant ainsi un retard considérable. En effet, le projet prévoyait initialement la reconstruction de 1000 logements destinés aux ménages les plus vulnérables touchés par le cyclone Kenneth mais compte tenu de la sous-estimation du coût unitaire par logement, ce nombre a été revu à la baisse. C'est dans ce sens que la mission de la Banque Mondiale du 05 au 15 septembre 2022, a décidé la restructuration de cette composante notamment ses cibles dans le cadre de résultats, et ce, en vue de s'adapter au budget disponible et au nombre de logements pouvant être réellement reconstruits (263 logements au lieu de 1000). Cette restructuration a nécessité la multiplication des enquêtes de ciblage pour réduire davantage le nombre des bénéficiaires ce qui explique les retards observés dans le processus de sélection. Toutefois, depuis le démarrage du projet, des avancées sont notées dans la finalisation des préalables pour la mise en œuvre de ce programme logement notamment :

- L'élaboration d'une note conceptuelle qui détaille la révision du nombre de logements à construire, et cela en fonction des dispositions budgétaires
- La finalisation d'une enquête de ciblage par les cabinets Shawiri et AIDE
- La finalisation et la validation du manuel de reconstruction des logements
- Les événements de sensibilisations sur la compréhension des critères de sélection des bénéficiaires
- La mise en place et l'opérationnalisation des Comités Habitats Résilients sur la zone d'intervention du projet
- Le recrutement d'un expert Génie civil pour accompagner l'UGP
- La mise en place des mécanismes de plaintes
- Le développement d'un Core House CH 40 approuvé par le gouvernement
- L'approbation par le Gouvernement d'une liste de 263 bénéficiaires dont 11 ménages à Mohéli, 08 ménages à Anjouan et 244 ménages à la Grande Comores

Compte tenu des retards enregistrés dans la mise en œuvre de la composante logement, la mission de la Banque Mondiale de septembre 2022 a recommandé d'analyser la faisabilité d'une phase pilote prioritaire qui a pour objectif la construction d'une cinquantaine de logements dans la Grande Comores dès le premier trimestre 2023. Pour cela, L'UGP a réalisé les préalables nécessaires à savoir :

- Réalisation d'une enquête de ciblage sur le terrain pour la sélection des 50 bénéficiaires de la phase pilote sur la base des critères préétablis.
- Elaboration d'une note méthodologique de mise en œuvre de la phase pilote du programme logement détaillant la démarche de sélection des bénéficiaires (note transmise à la Banque Mondiale pour avis de non objection)
- Elaboration d'une note conceptuelle par l'UGP et l'agence de cartographie en collaboration avec la Direction Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement du Territoire, et de l'Habitat (DATUH) qui détaille le processus d'obtention des titres fonciers et des permis de construire pour les bénéficiaires de la phase pilote du programme logement (note transmise à la Banque Mondiale pour avis de non objection)
- Elaboration des termes de références relatives au recrutement d'un consultant qui prendra en charge la mission d'établissement des actes de notoriétés Publiques et Certificats d'immatriculation au profit des bénéficiaires de la phase pilote du programme logement (termes de références transmises à la Banque Mondiale pour avis de non objection)
- Lancement d'un appel à manifestation d'intérêt pour la présélection des entreprises à consulter dans le cadre de la réalisation des travaux de construction des logements relatifs à la phase pilote

- Elaboration du rapport d'évaluation des offres relatives à l'appel à manifestation d'intérêt susmentionné. 27 entreprises comoriennes ont été présélectionnées (L'AMO a appuyé l'UGP dans l'évaluation des offres et l'élaboration du rapport d'évaluation qui a été transmis à la Banque Mondiale pour avis de non objection)
- Recrutement d'un consultant pour la réalisation de l'étude de conception des logements de la phase pilote
- Finalisation de l'étude de conception des logements de la phase pilote par l'UGP avec l'appui de l'AMO (étude transmise à la Banque Mondiale pour avis de non objection)

Il convient de rappeler que tout le package de documents partagés avec la Banque Mondiale (détaillés ci-dessus) n'a pas reçu l'avis de non objection de la Banque Mondiale.

Afin de lancer la construction des logements dans les meilleurs délais, la Banque Mondiale a effectué au cours du premier semestre de l'année 2023 deux missions d'appui à la mise en œuvre du Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience (PRPKR) et notamment de la composante du logement, qui se sont déroulées à Moroni du 13 au 24 mars et du 03 au 13 mai 2023. Les principaux objectifs de la mission étaient d'apporter un appui technique et opérationnel à la mise en œuvre du projet, en particulier :

- Assurer le suivi et fournir un soutien technique pour la conception des logements, les DAO, et d'autres procédures afin de lancer les travaux de reconstruction des logements
- Assurer le suivi des activités de sauvegardes environnementale et sociale, de passation des marchés et de gestion financière et la préparation d'une feuille de route pour la mise en œuvre de la reconstruction des logements
- Partager avec les principales parties prenantes du projet les meilleures pratiques et expériences en matière de construction de logements après une catastrophe
- Evaluer la chaîne de valeur de la construction de logements ainsi que la capacité de l'équipe de mise en œuvre et de supervision, en vue de mieux adapter les procédures d'inspection, de contrôle de la qualité et de gestion de l'information
- Appuyer l'équipe technique en charge du programme logement à optimiser la qualité, la résilience aux catastrophes, et le climat des affaires autour des activités de reconstruction de logements.

Au cours des deux missions, la délégation de la Banque Mondiale s'est entretenue avec Monsieur le Secrétaire Général du Gouvernement (SGG), Monsieur le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres (MATUAFTT), et son équipe. La mission a également tenu des réunions techniques avec les parties prenantes clés du projet notamment l'Unité de Gestion de Projet (UGP), le (MATUAFTT), la Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (DATUH) et l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO).

Grâce aux deux missions techniques sur le logement, des progrès significatifs ont été réalisés pour que les travaux de reconstruction des logements commencent d'ici août 2023. Ces progrès concernent notamment la conception, la passation des marchés, les permis et procédures foncières et les mesures de sauvegarde environnementale et sociale. Le projet a bénéficié de l'assistance technique supplémentaire de la Banque Mondiale sur la conception des logements, avec l'appui du cabinet Build Change et de l'AMO. Les progrès réalisés sont détaillés ci-dessous :

✓ **Finalisation des enquêtes de ciblage des bénéficiaires :**

Il convient de rappeler que depuis le démarrage du projet plusieurs enquêtes de ciblage ont été réalisées afin de sélectionner les bénéficiaires sur la base du critère de vulnérabilité. Ainsi, une première enquête a permis de sélectionner 600 bénéficiaires mais compte tenu de la restructuration du projet et en vue de s'adapter au budget

disponible, L'UGP a réalisé une deuxième enquête sur le terrain ramenant le nombre des ménages bénéficiaires de 600 à 263.

Compte tenu de la recommandation issue de la mission de la Banque Mondiale de septembre 2022 qui consiste à analyser la faisabilité d'une phase pilote prioritaire et qui a pour objectif la construction d'une cinquantaine de logements dans la Grande Comores dès le premier trimestre 2023, l'UGP a engagé en octobre 2022 une troisième mission de ciblage auprès des bénéficiaires qui a permis d'établir une liste des 50 bénéficiaires de la phase pilote sur la base des critères suivants :

- ✓ Le bénéficiaire de la phase pilote doit figurer dans la liste finale des 263 ménages bénéficiaires du programme logement PRPKR
- ✓ Le bénéficiaire doit disposer d'un terrain d'une superficie minimale de 40m²
- ✓ Le terrain ne doit pas avoir d'autres travaux supplémentaires (terrassement, démolitions, remballage etc.) ...
- ✓ Le bénéficiaire n'ayant pas besoin d'un plan d'action de réinstallation

Lors de la mission de la Banque Mondiale de mars 2023, il a été recommandé de réaliser une enquête complémentaire dont l'objectif est de tenir compte des aspects socioculturels et de recueillir les préférences des bénéficiaires en matière de conception des logements. Ainsi, Une quatrième enquête a été lancée sur le terrain du 29 mars au 18 avril 2023 par L'UGP avec la participation de L'AMO et du groupement IGEOTECH-BARGE chargé de la conception des logements.

Cette mission a permis de présenter aux bénéficiaires les plans des Core House 40 (CH40) et 30 (CH30). L'UGP a sensibilisé sur les aspects fonciers, et a recueilli leurs remarques, observations et recommandations. Dans ce sens, une présentation détaillée des procédures d'octroi des titres fonciers a été faite avec les bénéficiaires. Ainsi, des actes d'autorisation ont été présentés et partagés aux bénéficiaires autorisant l'UGP à construire sur leurs propriétés et à poursuivre les procédures d'octroi du titre foncier et du permis de construire.

Il est à signaler que l'enquête de ciblage réalisée en décembre 2022 par l'UGP a recensé 19 cas relatifs à des ménages signalés comme ayant des situations particulières qui peuvent être présentées ainsi :

- Logement déjà reconstruit
- Logement en cours de reconstruction
- Terrains des ménages éloignés de la localité
- Terrains situés dans une zone à risque
- Litige foncier sur la propriété du ménage

Pour ces 19 cas, Le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres MATUAFTT a décidé que le projet devra apporter une assistance aux ménages signalés en fournissant une sécurisation foncière, en les appuyant à la construction de citerne d'eau et/ou de toilettes. Il a été convenu que L'UGP détaillera les descriptions techniques et estimations des travaux à engager d'ici la fin du premier semestre de 2023.

✓ **Conception des logements et élaboration de l'APD et du DAO :**

Cette activité est confiée au groupement IGEOTECH/BARGE qui a été sélectionné suite à l'appel à manifestation d'intérêt lancé par L'UGP en 2022. Sa mission a démarré le 13 mars 2023 par la présentation de sa méthodologie d'intervention lors d'un atelier organisé en marge de la mission de la Banque Mondiale qui s'est déroulée du 13 au 24 mars 2023 à Moroni.

Au cours de la mission de la Banque Mondiale de mars 2023, il a été convenu avec le cabinet IGEOTECH/BARGE que les conceptions seraient finalisées d'ici le mois d'avril 2023. Cependant, les conceptions des logements n'ayant pas été préparées jusqu'au mois de mai 2023. Ainsi, la deuxième mission de la Banque Mondiale de mai 2023, avec l'assistance technique du cabinet Build Change mandaté par la Banque Mondiale, a tenu des sessions de travail avec le cabinet IGEOTEC/BARGE, l'UGP et l'AMO sur les conceptions des logements, les plans d'implantation et les devis quantitatifs et estimatifs, pour accélérer la réalisation des conceptions et le DAO. Ainsi, à la suite de ces sessions, l'assistance technique de Build Change et de l'AMO a appuyé dans l'élaboration des plans de conception des logements. La mission a recommandé que sur la base de ces propositions de conception de CH40 et CH30, le cabinet IGEOTEC/BARGE présentera, au plus tard le 08 juin 2023, le dossier APD intégrant les plans architecturaux finaux, les plans de structure et de détails, les plans d'implantations et les devis quantitatifs et estimatifs de structure en maçonnerie chaînée pour avis de l'UGP et de la Banque.

Ainsi la version préliminaire du dossier APD a été transmise par IGEOTECH-BARGE à L'UGP le 15/06/2023 (au lieu du 08/06/2023). La version validée par L'UGP et L'AMO a été transmise à la Banque Mondiale le 27/06/2023 (en cours de revue par la BM)

✓ **Sauvegarde environnementale et sociale**

Conformément aux exigences du cadre environnemental et social de la Banque Mondiale, L'UGP a lancé depuis août 2022 un appel à manifestation d'intérêt pour la sélection d'un cabinet qui sera mandaté pour l'élaboration de l'étude d'impact environnemental et social (EIES) sous la forme d'un plan de gestion environnemental et social (PGES) et un plan de relocation temporaire (PRT). Ce processus a abouti à la sélection du cabinet SERF BURKINA et le rapport d'évaluation combiné technico-financière a été finalisé par L'UGP le 25 mars 2023 et transmis à la Banque Mondiale pour avis de non objection.

Toutefois, suite à des modifications importantes dans la consistance de la mission justifiée par la réduction du nombre de logements à construire (263 au lieu de 600) et nécessitant la révision du montant du marché vers la baisse (plus de 25 % de baisse : 25 % est le seuil de baisse accepté selon les règles de passation de marchés de la Banque Mondiale) L'UGP a décidé d'annuler le marché.

Lors de la mission de la Banque Mondiale de mai 2023, il a été retenu que dans le cadre du lancement des travaux de construction des logements de procéder à une première phase des travaux de construction des logements, soit les travaux de la tranche fermée de 51 logements (51 bénéficiaires ayant un terrain disponible pour une construction immédiate) avec l'utilisation des Clauses Environnementales et Sociales ayant été préparées et validées et dont les entreprises prépareront les PGES chantiers. La deuxième phase des travaux de construction des logements, soit les travaux de la tranche conditionnelle de 3 lots sera lancée pour donner suite à la finalisation des études environnementales et sociales des 212 logements restants. La mission a recommandé à l'UGP de lancer le processus de recrutement deux (02) consultants individuels (01 international et 01 national) pour la réalisation des EIES/PGES des logements.

Ainsi, L'UGP a lancé le 01/07/2023, un appel à manifestation d'intérêt restreint auprès de 07 consultants présélectionnés à partir de la liste des consultants environnementaux figurant dans la base de données de la Banque Mondiale. La date limite fixée pour la remise des offres techniques et financières par les consultants est le 17/07/2023. Il est à noter que le rapport de présélection des consultants a été transmis à la BM le 14/06/2023 et reçu l'avis de non objection de la Banque le 20/06/2023.

✓ **Stratégie de passation de marché concernant les 263 logements :**

Lors de la mission de la Banque Mondiale de mai 2023, il a été convenu de lancer un appel d'offres international avec une tranche ferme composée des 50 logements dont les études EIES/PGES sont déjà validées, et une tranche conditionnelle avec trois ou quatre lots pour les 213 autres logements. Une entreprise peut soumettre des propositions pour 2 lots au maximum. Une référence spécifique à la participation de la main d'œuvre locale et au besoin de formation sera incluse dans le cahier des charges. Les groupements entre les entreprises internationales et les entreprises nationales sont encouragées et un taux de pourcentage de sous-traitance avec les entreprises nationales sera précisé dans le dossier d'appel d'offre (DAO). La Banque apportera un support particulier pour la préparation du DAO. Au cours de la mission, la Banque Mondiale a organisé un atelier technique de présentation du modèle type du document d'appel d'offres international avec tranche ferme et tranche conditionnelle qui a été partagé avec l'UGP et le cabinet IGEOTEC/BARGE chargé de préparer le DAO.

Sur cette base le cabinet IGEOTECH-BARGE a transmis la première version du dossier DAO à L'UGP et la BM le 23/06/2023. Une réunion de travail (BM-UGP-AMO- BARGE) a eu lieu au bureau de la BM le 28/06/2023 ayant pour objet la consolidation des commentaires de la BM et UGP sur le projet du DAO afin de les transmettre au cabinet pour finalisation.

✓ **Volet foncier : permis de construire et titre foncier**

Dans le cadre de l'opération de construction de 263 logements (composante 1 du projet PRPKR), chaque bénéficiaire devrait disposer d'un titre foncier de son terrain ou d'un certificat d'immatriculation qui va lui permettre de faire une demande de permis de construire. Mais, il s'est avéré, à la suite des enquêtes de ciblage déjà réalisées, qu'aucun ménage retenu sur la liste globale de 263 bénéficiaires ne dispose de ces documents, encore moins d'un acte d'origine de son terrain sans lequel aucune procédure d'immatriculation ne peut être engagée. Le processus d'obtention de ces documents notamment le titre foncier est long et coûteux et les ménages sont dans l'incapacité de les obtenir sans l'appui du projet.

C'est dans ce contexte que le projet a sollicité l'appui de la Direction de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat (DATUH) pour proposer une démarche pouvant faciliter l'obtention de ces documents afin que les bénéficiaires puissent disposer à court terme successivement d'un certificat d'immatriculation, d'un permis de construire et d'un titre foncier pour pouvoir lancer dans les meilleurs délais la construction des logements.

En réponse à cette sollicitation, la DATUH a élaboré une note conceptuelle qui décrit la méthodologie détaillée permettant l'obtention des documents susmentionnés, les différents acteurs intervenants, ainsi que les moyens logistiques à mettre à la disposition de la DATUH afin de mener à bien sa mission. Un ANO de mise en œuvre de ladite note conceptuelle a été accordé le 04 mai 2023.

La première étape de cette mission a été réalisée du 20/03/2023 au 20/04/2023 par le service du cadastre et de la topographie sous la supervision de la Direction de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat et avec l'appui Logistique et matériel du projet de Relèvement post-Kenneth et de résilience (PRPKR). Elle a permis d'effectuer le levé topographique et le bornage ainsi que l'établissement des plans croquis des 51 parcelles de terrains destinées à la construction de logements au profit des personnes impactées par le cyclone Kenneth dans trois communes : Cembénoi, Sada Djoumoilima et Mitsamihouli, pour six localités, à savoir Batsa, Ouzio, Ivoini, Bangoi-Kouni, Ouellah et Mitsamihouli.

Après la production des 51 plans croquis établis par le Service Topographie, la DATUH les a remis à une notaire pour qu'elle puisse procéder à l'établissement des actes de notoriété publique.

L'arrêté portant exemption des frais d'immatriculation des parcelles des bénéficiaires du programme de reconstruction des logements a été signé par le Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire (MFBSB) le 09 mai 2023.

Ainsi, 263 ménages bénéficiaires du programme de reconstruction des logements du Projet Post-Kenneth bénéficieront de l'octroi d'un certificat d'immatriculation et d'un titre foncier. Lors de la mission de la Banque Mondiale de mai 2023, la DATUH a informé la délégation de la Banque que 92 plans croquis, actes de notoriété (avec le recrutement d'un notaire) et certificats d'immatriculation des terrains des bénéficiaires ont été délivrés en collaboration avec le Service des Domaines et le Service de Topographique. Il est prévu que les plans croquis et acte de notoriété et certificat d'immatriculation (CI) des autres terrains des bénéficiaires soient disponibles d'ici fin juillet 2023 avec le recrutement en plus de deux (02) autres notaires pour avancer rapidement dans la préparation des actes de notoriété publique.

✓ **Gestion de la base de données**

La Banque Mondiale a recommandé la mise en place d'une base de données unique pour la gestion et le système de supervision des bénéficiaires et des travaux. Elle recommande l'utilisation d'un système d'information de gestion (SIG) très simple qui sera mis en place d'ici août 2023 avant le démarrage des travaux de reconstruction des logements, ce qui aidera à suivre tous les progrès du projet, y compris les paiements par tranches des subventions, la délivrance de tous les permis et certificats, ainsi que les inspections de routine et autres activités connexes effectuées par l'entreprise de conception et de supervision responsable de la qualité globale de la construction de toutes les maisons. Il a été convenu que la Banque fournira une assistance technique à l'UGP pour la préparation de cet outil.

✓ **Formation sur les bonnes pratiques de construction de logements résilients**

La Banque Mondiale soutiendra la formation des formateurs à travers l'assistance technique fournie par Build Change. Une première formation pour l'AMO et les autres parties prenantes sera organisée en juillet 2023 et une deuxième semaine de formation de formateurs sera organisée avec les constructeurs (DATUH, LNTPB, DUT, ONG DJOMANI, ect...) en août 2023 après la signature du contrat avec les entreprises de construction. La Banque partagera le plan de formation, les modules de formation, le matériel technique de formation qui peut être utilisé par l'AMO et les entreprises de construction sélectionnées pour former les maçons et les artisans. L'UGP coordonnera avec la DATUH les invitations et organisera la logistique (y compris le matériel de construction pour les exercices pratiques). Le guide de construction des logements sera validé pendant les sessions de formation et un document final devrait être prêt pour le début du mois de septembre 2023.

✓ **Manuel de mise en œuvre du programme de reconstruction de logements**

La mission de la Banque Mondiale recommande que le manuel de mise en œuvre du programme de reconstruction de logements soit mis à jour d'ici fin mai 2023 pour intégrer les aspects sur le volet foncier (actes de notoriété publique, plans croquis, certificat d'immatriculation et titre foncier) et permis de construire, les études d'impacts environnementale et sociale et la stratégie de passation des marchés pour les travaux de reconstruction des logements. Ce manuel sera mis à jour trimestriellement par l'UGP et dont la prochaine date de révision est fixée pour le 31 juillet 2023.

❖ **Reconstruction et réhabilitation des infrastructures communautaires**

La mise en œuvre de cette composante a été achevée lors du deuxième semestre 2022. 59 infrastructures communautaires sont réalisées (21 écoles, 3 pistes rurales et 35 réservoirs) contre 30 prévues initialement.

Le tableau ci-après présente la liste des travaux réalisés par localité :

Localités	Description des travaux réalisés
NGAZIDJA	
Mandzissani	Réhabilitation du grand réservoir situé à côté de la mosquée des femmes du village de Mandzissani
Mindradou	Réhabilitation d'un réservoir dans le quartier de Bangoueni au bord de la route nationale
Mlimani	Réhabilitation d'un réservoir dans le quartier Mroimoizi du village de Mlimani
Tsinimoichongo	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation de 4 salles de classes dont 2 pour maternelle annexe du primaire et 2 pour l'école communautaire avec latrine - Fourniture de mobilier (tables bancs) - Un réservoir d'eau à l'hôpital
Ndzouani	Réhabilitation du réservoir situé dans le quartier de Wewouniyadjou NDZOUANI
Ouroveni	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation de 2 salles de classes - Un bureau pour l'administration et la gestion de l'école primaire publique - 2 Latrines - Clôture de l'école primaire publique dans le village de OUROVENI
Dzahadjoulamzadé	Réhabilitation des 2 réservoirs du village situés près de la mosquée de vendredi et l'autre à l'école primaire public
Simboussa	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation de 4 réservoirs d'eau (dont un au lycée, un au quartier Mrahari, un à côté de la mosquée de Vendredi, et un au dispensaire) - Un auvent pour le lycée et collège (même endroit) - Réhabilitation de 2 salles de classes maternelles annexes de l'école primaire dans le village de SIMBOUSSA
Ouemani	Réhabilitation de 03 salles de classes à l'Ecole Primaire Publique de Ouemani
Pidjani	Réhabilitation d'un réservoir communautaire et la reconstruction d'un autre
Ouzio	Réhabilitation de 3 salles de classe
BandamadjiMboinkou	Réhabilitation du réservoir de l'école
BouniHamahamet	Réhabilitation de 2 réservoirs communautaires
Koua	Réhabilitation d'une salle de classe et d'un réservoir communautaire à KOUA BOUDE.
Mdjoyezi	Réhabilitation de deux réservoirs de MDJOIEZI BOUDE
Helindje	Réhabilitation de 03 salles de classe et la Reconstruction d'un Réservoir à HELENDJE BOUDE
ANJOUAN	
Hajoho	Construction d'une piste ruelle de 400 ml
Dziani	Réhabilitation d'une piste ruelle partant du centre du village vers l'EPP sur 100ml
Ongoni	Construction d'un réservoir communautaire ;
Koningani	Réhabilitation de 4 salles de classe y compris latrines et citerne,
Salamani	Réhabilitation de 4 salles de classe y compris latrines.
Konodjodjo	Réhabilitation de 4 salles de classe y compris latrines et citerne

Jimlimé	Réhabilitation de 4 salles de classe y compris latrines et Citerne et un réservoir communautaire.
Lingoni	Réhabilitation de 4 salles de classe de l'EPP et de la construction d'un réservoir
Hantsahi	Réhabilitation de 03 salles de classe de l'EPP de HANTSAHI et d'un réservoir communautaire de HANTSAHI
Mirongani	Réhabilitation de 03 salles de classe de l'EPP et du réservoir communautaire de MIRONGANI à ANJOUAN
Bougoueni	Réhabilitation de 04 salles de classe dans l'EPP et un réservoir
MOHELI	
Bandar salama	Réhabilitation de 2 salles de classe y compris latrines et citerne,
Kangani	Réhabilitation d'une salle de classe y compris latrines et un bassin
Hamavouna	Construction d'une piste ruelle
Ndrondoni	Réhabilitation de 2 salles classes et bureau, latrines et bassin de stockage
Hamba	Réhabilitation de 2 salles de classe y compris latrines et un réservoir
Mbatse	Réhabilitation de 2 salles de classe y compris latrines et bassin de stockage

❖ Construction des infrastructures (Entrepôts et citernes) pour la DGSC

Lors du premier semestre 2023, l'UGP a finalisé le processus de recrutement des entreprises retenues dans le cadre des appels à manifestation d'intérêt lancés depuis le mois de décembre 2022. Le recrutement des entreprises a été réalisé selon le calendrier suivant :

Infrastructures de la DGSC - MOHELI

Activités	Dates / Périodes
Lancement DAO pour les infrastructures de la DGSC - MOHELI	26/12/2022
Date limite de remise des offres par les entreprises	25/01/2023
Ouverture des plis et évaluation des offres	25/01/2023 au 28/01/2023
Transmission du rapport d'évaluation à la BM	28/01/2023
Validation du rapport d'évaluation par la BM	07/02/2023
Notification d'attribution du marché	27/02/2023
Négociation et signature des contrats	27/02/2023 au 17/03/2023
Ordre de service de réalisation des travaux	17/03/2023

Infrastructures de la DGSC - ANJOUAN

Activités	Dates / Périodes
Lancement DAO pour les infrastructures de la DGSC - ANJOUAN	31/01/2023
Date limite de remise des offres par les entreprises	20/02/2023
Ouverture des plis et évaluation des offres	20/02/2023 au 24/02/2023

Transmission du rapport d'évaluation à la BM	24/02/2023
Validation du rapport d'évaluation par la BM	20/03/2023
Notification d'attribution du marché	06/04/2023
Négociation et signature des contrats	06/04/2023 au 14/04/2023
Ordre de service de réalisation des travaux	02/05/2023

Infrastructures de la DGSC - NGAZIDJA

Activités	Dates / Périodes
Lancement DAO pour les infrastructures de la DGSC - NGAZIDJA	20/02/2023
Date limite de remise des offres par les entreprises	09/03/2023
Ouverture des plis et évaluation des offres	09/03/2023 au 15/03/2023
Transmission du rapport d'évaluation à la BM	25/03/2023
Validation du rapport d'évaluation par la BM	03/04/2023
Notification d'attribution du marché	01/05/2023
Négociation et signature des contrats	01/05/2023 au 08/05/2023
Ordre de service de réalisation des travaux	15/05/2023 au 22/05/2023

Le tableau ci-dessous présente la description des travaux de construction prévus au profit de la DGSC ainsi que la répartition des lots :

Iles	Projets	Localités	Entreprises	Lots	Montants des contrats (KMF)
Ngazidja	Construction d'un bâtiment de 15x10x6m	Foumbouni	WIRDANE CONSTRUCTION	Lot 1.N/DGSC	74 033 710
	Construction d'une citerne de 500 m3	Foumbouni	MADJIVINI	Lot 1.N.bis/DGSC	47 039 385
	Construction d'un bâtiment de 15x10x6m	Mitsamiouli	DOUNI CONSTRUCTION	Lot 2.N/DGSC	79 180 055
	Construction d'une citerne de 500 m3	Mitsamiouli	SOCOPA	Lot 2.N.bis/DGSC	49 414 810
Anjouan	Construction d'un bâtiment de 30x20x6m	Patsy	CHRONOBAT	Lot 4.A/DGSC	131 925 650
	Construction d'une citerne de 750 m3	Patsy	GECICO	Lot 4.A.bis/DGSC	77 094 875
	Construction d'un bâtiment de 15x10x6m	Sima	SOCOHAIDAR	Lot 5.A/DGSC	110 154 818
	Construction d'une citerne de 500 m3	Sima	BARAKA CONSTRUCTION	Lot 5.A.bis/DGSC	68 346 656
Moheli	Construction d'un Hangar de 15x10x6m	Fomboni	SOREACO	Lot 6.M/DGSC	77 932 925
	Construction d'un réservoir de 500 m3	Fomboni	AL-CAMMAR IMMOBILIER	Lot 6.M.bis/DGSC	49 739 250
	Construction d'un hangar de 15x10x6m	Nioumachoua	SORECOM	Lot 7.M/DGSC	85 849 000

	Construction d'un réservoir de 500 m3	Nioumachoua	ERAC	Lot 7.M.bis/DGSC	39 876 250
--	---------------------------------------	-------------	------	------------------	------------

Visites de contrôle et de supervision des travaux de la DGSC

Des missions de terrain se sont déroulées du 29 mai au 02 juin 2023 à **MOHELI** et du 04 au 06 juin à **ANJOUAN**. L'objectif de ces missions était de réaliser des visites de contrôle des chantiers de reconstruction des infrastructures de la Direction Générale de la Sécurité Civile (DGSC), afin de constater l'avancement des travaux et de résoudre les éventuels problèmes d'exécution. La liste des participants aux missions est présentée ci-dessous :

- Mr DJAZILA Saëndou, SG/MATUAFTT
- Mme Kamaria AHAMADA, Coordonnatrice par intérim du PRPKR
- Mr SAID ABI Boina, Directeur Général (DGEAT)
- Mr RACHDI ELYES, Expert Génie Civil UGP/PRPKR
- Mr ABOU BACAR, expert de la Banque Mondiale
- Mr Aissaoui Lamine, Chef de mission de l'AMO
- Mr Charaf-eddine Msaidié Expert Environmental de l'AMO.

Conformément aux rapports des missions élaborés par l'UGP, les principaux constats et recommandations issus des missions se résument comme suit :

➤ **Principaux constats et recommandations de la mission de MOHELI**

Suite aux visites des sites des travaux de la DGSC à MOHELI, les experts du Ministère de l'Aménagement du Territoire, de la Banque Mondiale, de l'UGP et de l'AMO ont constaté à l'unanimité un manque total des procédures de suivi et contrôle de chantier par le consultant ce qui a engendré une ignorance totale sur les qualités des bétons coulés aux niveaux des fondations, des poteaux, des longrines et de la chape. Ainsi, pour pallier les différents problèmes rencontrés, la mission a proposé la solution suivante :

- **Recourir au Laboratoire National des Travaux Publics et de Bâtiments (LNTPB) afin de réaliser les différentes investigations et essais nécessaires et proposer les solutions adéquates aux problèmes à savoir :**
 - ✓ Construction d'un bâtiment HANGAR de dimension 15m X 10m X 6m :
 - Réaliser les investigations au niveau de toutes les semelles pour s'assurer de leurs existences et leurs positions par rapport au bon sol
 - Réaliser les essais d'auscultations et de carottages pour déterminer la résistance des bétons
 - Réaliser l'essai de formulation du béton en prenant comptes des différents matériaux existant sur chantier.
 - ✓ Construction d'une Citerne de 500 m3 :
 - Déterminer la contrainte au sol et le niveau du bon sol
 - Réaliser l'essai de formulation du béton en prenant comptes des différents matériaux existant sur chantier

- ✓ Construction d'un bâtiment HANGAR de dimension 15m X 10m X 6m :
 - Réaliser les investigations au niveau de toutes les semelles pour s'assurer de leurs existences et leurs positions par rapport au bon sol
 - Réaliser les essais d'auscultations et de carottages pour déterminer la résistance des bétons
 - Réaliser l'essai de formulation du béton en prenant comptes des différents matériaux existant sur chantier

- ✓ Construction d'une Citerne de 500 m3 :
 - Déterminer la contrainte au sol et le niveau du bon sol
 - Réaliser l'essai de formulation du béton en prenant comptes des différents matériaux existant sur chantier
 - Réaliser les essais d'auscultations et de carottages pour déterminer la résistance des bétons déjà coulé au niveau de la fondation

Il est à noter que suite aux missions de terrain, l'UGP a transmis le 14/06/2023 aux entreprises concernées des notifications d'arrêt immédiat des travaux afin de lever les réserves.

➤ **Principaux constats et recommandations de la mission d'ANJOUAN**

Suite AUX visites des sites des travaux de la DGSC à ANJOUAN, les experts du ministère, de l'UGP et de l'AMO ont constaté à l'unanimité un manque total des procédures de suivi et contrôle des chantiers par le consultant. Ce dernier a été invité à prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer un suivi et contrôle des travaux en permanence et réceptionner toutes les phases de l'exécution des travaux à savoir :

- L'implantation du projet
- Les fonds des fouilles
- Le coffrage et ferrailage des fondations
- Le coffrage et ferrailage des autres ouvrages

❖ **Infrastructures de la DGSC - MORONI**

Concernant les travaux pour la reconstruction des infrastructures de la DGSC à Moroni, La banque a donné son avis de non objection pour réaliser deux bâtiments. Le premier est un bâtiment de 30x20x6 m et le second est un bâtiment de 15x20x6 m qui seront lancés en deux lots séparés également en appel d'offres international comme s'était recommandé lors de la mission d'appui de la Banque mondiale du 13 au 24 mars 2023.

Au cours du premier semestre 2023, un avenant de délai de 56 jours (8 semaines) est accordé au consultant en charge des études de la DGSC en Grande Comore avec objectif une reprise de l'Etudes d'avant- projets sommaires, avant-projets détaillés, document d'appel d'offres et contrôle et suivi des travaux pour la réhabilitation ou reconstruction des infrastructures communautaires endommagées suite au passage du cyclone Kenneth pour la phase 1 et une Phase 2 (conditionnelle) pour la supervision et contrôle pour une durée de 8mois y compris la révision du montant du contrat. Un ANO de l'APD Hangars des ouvrages Moroni en date du 14 juin 2023 sous réserve prise en compte des commentaires de la BM.

Les APD ont été finalisés par le consultant en tenant compte des commentaires de la Banque Mondiale du 14/06/2023. Au moment de la rédaction du présent rapport, l'UGP a transmis le 04/07/2023 les APD finalisés à la BM pour archivage ainsi que la première version du DAO pour avis de non objection.

7.1.2 Sous Composante 1.2 : Renforcement du système urbain et des normes de construction

Cette activité concerne le développement et/ou mise à jour de trois (3) livrables et outils stratégiques et opérationnels pour soutenir le renforcement du système urbain et des normes de construction. A cet effet un accord pour la prestation d'assistance technique a été conclu le 10/02/2022, entre l'UGP et ONU-HABITAT. L'ordre de service a été notifié le 23 février 2022 pour une durée de 18 mois. Le délai d'exécution du marché devrait donc s'achever le 30 juin 2023.

Selon les termes de cet accord les livrables attendus de cette mission sont les suivants :

- Elaboration de la Politique Nationale de L'Urbanisme et de l'Habitat (PNUH)
- Révision du Code de l'Urbanisme et de la Construction (CUC)
- Renforcement des capacités du MATUH et des autres institutions gouvernementales
- Révision des termes de référence des plans de développement urbain de Moroni et de Mutsamudu

Concernant la mise en œuvre de cette sous composante, un retard considérable a été constaté. Selon la lettre envoyée le 27 mars 2023 à l'UGP, l'ONU-HABITAT explique que les facteurs majeurs sont dû aux retards accusés dans la phase d'initiation et dans le recrutement de consultants nationaux et internationaux faute de candidats adéquats et aussi au changement du système de passation des marchés du PNUD. C'est pourquoi l'ONU-HABITAT a demandé, le 04/05/2023, la prolongation de la durée d'exécution du contrat sans incidence financière. Le projet d'avenant préparée par l'UGP a reçu la non objection de la Banque Mondiale le 31 mai 2023. La signature de l'avenant par les deux parties a eu lieu le 22/06/2023.

Au cours du premier semestre 2023, les termes de référence révisés des plans de développement urbain de Moroni et de Mutsamudu ont été élaborés par ONU-HABITAT. Les commentaires de la Banque Mondiale sur ce livrable reçus le 03 mai 2023 ont été partagés avec le prestataire.

Le 19/06/2023, l'UGP a partagé avec la Banque la liste des livrables transmis par ONU-HABITAT détaillés comme suit :

- Rapport narratif 04 – juin 2023
- Livrables de la composante 4 « Révision des TdRs pour les PDU de Moroni et Mutsamudu » revus et intégrant les commentaires de la Banque Mondiale reçus le 03 mai 2023
- Livrables de la composante 2 « Révision du Code de l'Urbanisme et de Construction »
 - Rapports des ateliers de validation locaux et amélioration des rapports produits en fonction des conclusions et recommandations
 - Diagnostic du cadre juridique urbain sur la base du module urbain de la « Law and Climate Change Toolkit » et le « Planning Law Assessment Framework » → Nouvelle version mise à jour selon commentaires et validé dans les ateliers insulaires (Mai 2023)
 - Évaluation de la mise en œuvre des différents objectifs visés par le Nouvel Agenda Urbain pour s'assurer de la conformité du code de l'urbanisme → Nouvelle version mise à jour selon commentaires et validé dans les ateliers insulaires (Mai 2023)

7.2 Composante 2 : Résilience des zones côtières et réhabilitation des infrastructures

La vulnérabilité des infrastructures et des zones habitées aux risques d'inondations côtières a été clairement mise en évidence par le passage de cyclone Kenneth. Il est primordial de renforcer la défense côtière dans certaines zones habitées prioritaires et réhabiliter une section critique de la route RN2-RN3.

7.2.1 Sous composante 2.1 : Résilience des zones côtières et réhabilitation des infrastructures

Les études relatives au volet côtier ont été confiées au cabinet EGIS - BECECO sous la supervision du cabinet ARTELIA qui assure une assistance technique à l'UGP pour le suivi et le contrôle qualité de ces études. La mission du cabinet EGIS consiste à réaliser les études selon les phases et étapes suivantes :

La phase 1 « Diagnostic général de l'érosion côtière et des submersions marines sur l'ensemble du littoral des 3 îles comoriennes » comprend les 4 étapes suivantes :

- **Etape 1.** Analyse et synthèse générale des connaissances sur le littoral, à partir de la collecte des données existantes et de l'acquisition de données complémentaires locales. Etat des lieux des ouvrages de protection ;
- **Etape 2.** Etude des conditions météo-océaniques (vent, vagues, niveau d'eau) le long des côtes du territoire comorien ;
- **Etape 3.** L'étude de l'évolution du trait de côte ;
- **Etape 4.** Réalisation d'un bilan général du fonctionnement du littoral et identification des zones soumises aux aléas érosion et submersion et des zones vulnérables. Propositions de solutions en intégrant le plus possible des solutions douces, pour gérer sur le long terme l'aléa submersion et l'aléa érosion sur les zones littorales concernées. Elaboration d'un Plan d'actions de mesures à prendre sur le littoral Comorien

Les résultats de la phase 1 ont été présentés lors d'un atelier organisé le 25/10/2022 et l'UGP a validé cette phase le 08/12/2022. A l'issue de l'étape 4, 72 sites vulnérables ont été identifiés à l'aide d'une évaluation qualitative des risques littoraux (érosion et submersion), dont 13 sites ont été identifiés comme prioritaires (3 sur Grande Comore, 3 sur Mohéli et 7 sur Anjouan). A l'aide d'une analyse multi critères (AMC), 4 sites de priorité 1 ont été sélectionnés pour l'étude détaillée qui sera élaborée lors de la Phase 2 : Foubouni (Grande Comore), Djoiezi (Mohéli), Nioumachoua (Mohéli), Ouani (Anjouan). Les 9 autres sites les plus vulnérables ont été retenus en zones de priorité 2 ; pour ces sites, des lignes budgétaires sont inscrites dans le plan d'action à court terme (6-10). Enfin, 59 sites, dont 33 sur Grande Comore, 9 sur Mohéli, et 17 sur Anjouan, sont inscrits en zones de priorité 3 au plan d'action, pour des mesures de protection à mettre en œuvre à moyen terme (>10 ans).

La phase 2 intitulée « Elaboration d'avant-projet détaillé des aménagements sur les zones les plus vulnérables pré-identifiées. Réalisation des termes de référence de la prestation de maîtrise d'œuvre des travaux d'urgence » comprend les 4 étapes suivantes :

- **Etape 5.** Diagnostic détaillé de l'aléa érosion et submersion marine des zones les plus vulnérables du littoral comorien ;
- **Etape 6.** Recherche et élaboration de scénarios d'aménagements permettant de limiter l'impact des phénomènes maritimes sur le littoral ;
- **Etape 7.** Réalisation d'une Analyse Coût-Bénéfice, d'une Analyse Multicritère et d'une analyse AFOM (avantages, faiblesses, opportunités et menaces) des scénarios d'aménagements, en vue d'élaborer un outil d'aide à la décision pour choisir les scénarios d'aménagements ;

- **Etape 8.** Finalisation des études détaillées des solutions et des aménagements proposés. Elaboration des termes de référence des prestations de supervision et de contrôle des travaux

L'état d'avancement d'élaboration des livrables attendus de la phase 2 se présente comme suit :

Livrables	Echéance	Etat d'avancement
L5 : Rapport de quantification des aléas	17/01/2023	Livrable rendu et approuvé par l'UGP
L6 : Rapport APS	24/01/2023	Deux ateliers de restitution du livrable ont été organisés les 19 et 25 avril 2023 (en ligne). L'atelier de validation a été organisé le 11 mai 2023 à Moroni
L7 : Rapport « ACB / AMC / AFOM »	28/03/2023	Le livrable L7 a été présenté lors d'un atelier en ligne le 04 mai 2023. L'atelier de validation a été organisé le 11 mai 2023 à Moroni
L8-1 : Rapport APD	25/04/2023	L'avenant N°3 (sans incidence financière) a été signé par UGP et EGIS le 26/06/2023 pour réajuster le délai de finalisation du livrable L8 le 31/08/2023
L8-2 : Termes de références des prestations de supervision et de contrôle des travaux d'urgence	25/04/2023	L'avenant N°3 (sans incidence financière) a été signé par UGP et EGIS le 26/06/2023 pour réajuster le délai de finalisation du livrable L8 le 31/08/2023

Un atelier de validation des rapports d'Etape 6 concernant Les solutions d'aménagement côtier proposées pour chaque site, et d'Etape 7, concernant l'analyse Coût-Bénéfice (ACB) et l'analyse Multicritère (AMC) des solutions d'aménagement proposées, s'est tenu le 11 mai avec le Gouvernement et les parties prenantes pour présenter et valider (i) la justification du choix des 4 sites prioritaires retenues (Foumbouni, Ouani, Djoiezi et Nioumachoua) pour la phase 2, et (ii) les scénarios à étudier en APD pour chacun des 04 sites retenus. Pour chacun de 4 sites prioritaires, des scénarios d'aménagement ont été définis dans l'Etape 6, avec un linéaire total de travaux proposés correspondant à environ 3 km (500 m sur Foumbouni, 950 m sur Djoiezi, 800 m sur Nioumachoua, et 750 m sur Ouani), et un coût total estimé de 4.5 M € (hors relocalisation).

La prochaine et dernière étape de l'étude, Etape 8, concerne la finalisation des études détaillées (APD) des solutions et des aménagements proposés, l'élaboration des termes de référence des prestations de supervision et de contrôle des travaux et l'organisation d'un dernier atelier de validation (atelier multi-parties) pour présenter et valider l'APD des scénarii d'aménagement sélectionnés pour chaque site. Le rapport d'Etape 8, APD, est censé être finalisé à la fin du mois de juin 2023, et vise à affiner : (i) La conception des ouvrages, avec davantage de dimensionnement, et en intégrant les derniers éléments de discussion / orientations, et éléments relatifs aux ressources en matériaux qui auront pu être identifiées ; (ii) les métrés, à partir des caractéristiques des ouvrages qui auront été précisées et ; (iii) les coûts des travaux, à partir des métrés précisés et des compléments d'informations sur les ressources en matériaux et méthodes de travaux envisagés. A cet effet, un troisième avenant (sans incidence financière) a été signé par l'UGP et EGIS le 26/06/2023 pour réajuster le délai de finalisation du livrable L8 le 31/08/2023 (au lieu du 30/06/2023).

Il est à noter que depuis le mois de **janvier2023**, L'UGP a proposé à au cabinet EGIS un projet d'avenant dont l'objet est de préparer les dossiers DAO relatifs au volet côtier au lieu de la préparation des Termes de références pour les prestations de supervision et de contrôle des travaux d'urgence (modification des prestations et du livrables L.8.2).

Etant donné la lenteur des réactions et les demandes financières de la société Egis pour rédiger le DAO à la place des TDR, ainsi la mauvaise performance pour exécuter le contrat actuel dans les délais requis, l'UGP a décidé de maintenir les clauses et termes du contrat actuel et de faire un avenant d'extension de délais pour permettre à Egis de finaliser l'exécution du contrat dans les plus brefs délais.

En qui concerne le DAO relatif aux travaux d'aménagement côtier, Il a été convenu avec la Banque Mondiale de recruter un consultant individuel pour préparer le DAO vers la fin du mois d'août 2023.

L'UGP a également travaillé sur le volet environnemental relatif aux travaux de l'aménagement côtier. Les termes de références relatifs au recrutement d'un cabinet pour l'élaboration des études d'impact environnementales et sociales et du plan d'action de réinstallation des travaux côtiers ont été élaborés et transmis à la BM le 20/05/2023. Suite à la recommandation de la Banque Mondiale du 13/06/2023, l'UGP a retransmis le 20/06/2023 les TDRs finalisés conformément au modèle proposé par la BM intitulé « CGES/Canevas TDRs EIES ».

Ateliers de sensibilisation dans les îles de MOHELI, ANJOUAN et NGAZIDJA

Dans le cadre de l'atelier de validation de l'APS relatifs aux travaux d'aménagements côtiers, présenté le 11/05/2023 à l'hôtel Retaj par les experts du groupement EGIS/BECECO, quatre mini-ateliers ont été organisés à l'intention des localités suivantes :

Localités	Dates
Djoiezi	01/06/2023
Nioumachoi	02/06/2023
Ouani	05/06/2023
Foumbouni	10/06/2023

L'objectif de ces ateliers était d'informer les communautés locales bénéficiaires sur les solutions techniques retenues et recueillir au retour leurs attentes. Une trentaine de participants issus de plusieurs organisations ci-après ont pris part : MATUAFIT, DGEAT, Banque Mondiale, UGP-PRPKR, Mairies, sociétés civiles, Associations féminines, ONG œuvrant dans l'environnement, ONG AIDE (facilitateur sociale), Notabilité, AMO, Egis/BECECO et Artelia. Ces organisations ont été officiellement invité dont une partie a été déplacé par l'Unité de Gestion de Projet PRPKR pour venir assister aux mini-ateliers et partager leurs opinions et échanges.

Il s'agit au cours des mini-ateliers de familiariser les entités présentes particulièrement les communautés locales bénéficiaires du projet au processus des études jusqu'à la phase de validation de l'APS. Les thèmes développés ont concerné principalement les scénarios retenus pour la mise en œuvre des aménagements côtiers destinés aux localités citées.

Les mini-ateliers organisés conjointement par l'UGP et les organisations conviées ont contribué à la compréhension des scénarios retenus et la sensibilisation des communautés côtières aux relocalisations dans un future proche.

7.2.2 Sous composante 2.2 : Réhabilitation de sections critiques de la route

Le cyclone Kenneth a fortement dégradé les routes mais principalement la route RN2-RN3 (Mtsangadjou-Mohoro-Foumbouni-Ouroveni) d'un linéaire de 26 Km. Le Projet compte financer les études sur l'axe Mtsangadjou-Ouroveni et les travaux de réhabilitation sur la section d'environ 14 km reliant Mtsangadjou – Mohoro.

Les études de conception pour la réhabilitation des routes sont conduites par le cabinet PROSPECTIVA depuis février 2022. En principe, le cabinet a environ 6 mois pour finaliser ces études mais compte tenu du retard accusé notamment sur l'avant-projet sommaire, la mission de supervision de la Banque Mondiale de septembre 2022 a eu une séance de travail pour diligenter la finalisation de l'APS et exiger que le cabinet à qui incombe la responsabilité de ces retards fournisse un nouveau calendrier qui prévoit la finalisation de l'APS, l'APD et le DAO en octobre 2022 ce qui devrait

permettre de démarrer les travaux en mars 2023. Or, à fin mars 2023, le cabinet n'a pas encore respecté ses engagements. Compte tenu de ce qui précède, le 13/04/2023 L'UGP a envoyé à PROSPECTIVA une notification de résiliation de contrat. La Banque mondiale a recommandé, lors de la mission de mai 2023, à L'UGP de finaliser la résiliation du contrat de PROSPECTIVA qui n'a pas honoré ses engagements dans la transmission de l'Avant-Projet Détaillé (APD) conformément aux TDRs, et établir le statut complet des paiements effectués pour le remboursement des trop perçus.

En parallèle, L'UGP devra avancer sur le processus de recrutement d'un bureau d'étude pour le relancement des études techniques (APD et DAO) de la route RN2-RN3. A cet effet, L'UGP devra également finaliser les TDR pour les activités restantes (études techniques APD et DAO de la route RN2-RN3), estimer les coûts avant de l'inclure dans le plan de passation des marchés.

Concernant le volet environnemental relatif aux travaux des routes, les termes de références relatifs au recrutement de 2 consultants internationaux pour l'élaboration des EIES-PGES et PAR de la RN2-RN3 ont été revus par l'UGP en conformité avec les commentaires de la BM et soumis sur STEP depuis le 15 juin 2023.

7.3 Composante 3 : Gestion intégrée des risques de catastrophes

7.3.1 Sous composante 3.1 : Appui à la réponse d'urgence

Cette sous composante vise à apporter un appui par rapport à la réponse d'urgence du Gouvernement. Une enveloppe de 5 millions \$ USD est affectée aux mesures de préventions et secours, et de relèvement de secteurs clés de l'économie.

Il convient de rappeler que l'enveloppe de 5 millions \$ USD (initialement dédiée à appuyer la réponse d'urgence du gouvernement juste après le passage du cyclone n'a pas pu être décaissée en raison de problèmes d'éligibilité des dépenses présentées pour remboursement par l'IDA. D'ailleurs, le gouvernement a proposé dans le cadre de la restructuration programmée du projet de réallouer ces fonds à la composante 1 afin de financer les infrastructures communautaires et les infrastructures au profit de la DGSC dans les 3 îles.

La performance de la mise en œuvre de la composante 3 à mi-parcours est jugée modérément insatisfaisante compte tenu du décaissement non effectif de US\$ 5 millions dédiée à un financement rétroactif et des retards accusés dans le démarrage des activités de cette composante.

7.3.2 Sous composante 3.2 : Renforcement de la gestion intégrée des risques de catastrophes

Cette sous composante vise à renforcer les capacités du Gouvernement à gérer et répondre aux catastrophes en améliorant la gouvernance en matière de Réduction des Risques de catastrophes RRC, en renforçant les capacités en termes de préparation aux urgences et en améliorant la compréhension des aléas et des risques.

Au titre du premier semestre 2023, les activités suivantes ont été réalisées :

- ✓ **Lancement du processus devant conduire au recrutement du cabinet en charge de l'évaluation systématique des aléas**

L'UGP a lancé l'AMI pour le recrutement du cabinet en charge de l'évaluation des aléas, vulnérabilités et risques ainsi que la base de données géoréférencées et la mise en œuvre d'un programme de formation. Le rapport d'évaluation des offres techniques a été partagé avec la Banque Mondiale le **28/05/2023**. Après revue du rapport, la BM a

recommandé le 06/06/2023 de relancer l'appel d'offres avec un TDR plus précis, en demandant les aléas hydrométriques (spécifiques) les plus importants, à savoir :

- Les vents violents (y compris les cyclones tropicaux)
- Les fortes précipitations
- Les inondations par ruissellement pluvial
- Les inondations côtières (y compris la marée, le 'stormsurge', le 'wave setup')
- Les vagues
- Les glissements de terrain et les aléas géophysiques tels que les impacts sismiques (pics d'accélération) et volcaniques

A cet effet l'UGP est en entente de la Banque Mondiale des TDRs revues afin de lancer à nouveau un unAMI au cours du mois de juillet 2023 pour le recrutement du cabinet en charge de l'évaluation des aléas, vulnérabilités et risques ainsi que la base de données géoréférencées et la mise en œuvre d'un programme de formation

✓ **Acquisition des équipements au profit de l'Observatoire Volcanologique du Karthala (OVK)**

Le projet a entrepris d'appuyer l'Observatoire Volcanologique du Karthala (OVK) pour l'acquisition d'équipements pour le suivi des risques volcaniques et sismiques ainsi que la sécurisation par un système de clôtures des équipements des stations d'Observation.

A cet effet, l'UGP a lancé le 19 avril 2023 une demande de cotation auprès de trois fournisseurs pour l'acquisition des équipements suivants :

- Lot n°1 : acquisition, livraison, installation sur site des capteurs et numériseurs sismiques et formation au profit de l'OVK.
- Lot n°2 : acquisition, livraison sur site d'équipements pour station GPS, installation et formation au profit de l'OVK.
- Lot n°3 : acquisition des matériels de transmission, livraison sur site, installation et formation au profit de l'OVK
- Lot n°4 : acquisition, livraison sur site des stations gaz, installation et formation au profit de l'OVK

Les notifications d'intention d'attribution du marché ont été transmises aux soumissionnaires retenus le 28 juin 2023.

7.4 Composante 4 : Gestion de Projet, gestion de risques, suivi et évaluation

Le Ministère du territoire et de l'urbanisme, chargé des affaires foncières et des transport terrestres (MATUAFTT) est en charge de la mise en œuvre du projet.

Une unité de gestion de projet (UGP) est créée au sein de la direction générale de l'équipement et de l'aménagement du territoire (DGEAT) s'occupe naturellement de la gestion de projet, de la coordination, de la gestion fiduciaire, des sauvegardes, du Suivi-Evaluation, ainsi que de la coordination entre les principales parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre du projet.

L'UGP travaille en étroite collaboration avec la Direction de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat (DATUH), la Direction Générale des Routes et Transports Routiers (DGRTR) et la Direction Générale de la Sécurité Civile (DGSC).

Le Comité de pilotage présidé par le Secrétaire Général du MATUAFTT est responsable du pilotage et de l'orientation stratégique du projet.

La coordination et gestion du projet regroupe à la fois les salaires et charges du personnel de l'UGP, les charges de gestion courante, l'achat des biens et services, les titres de voyage et per diem, la gestion du risque, le suivi-évaluation du projet et la communication et sensibilisation. L'UGP est composée d'un coordonnateur, d'un responsable administratif et financier, d'un responsable en passation de marché, d'un chargé de communication, d'un expert environnemental, d'un spécialiste social et d'engagement des parties prenantes, d'un responsable de la planification et du suivi-évaluation, d'un comptable, d'une experte VBG, d'un assistant en passation de marchés, d'une assistante administrative, d'un expert en génie civil, d'une chargée d'appui à la mise en œuvre de la Composante « Relèvement et résilience dans le secteur d logement/habitat » du Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience et d'autres personnels d'appui y compris des chauffeurs et un technicien de surface et d'entretien. Il faut toutefois noter que l'expert chargé de la communication du projet n'a pas vu son contrat renouvelé jusqu'à présent.

Le nouveau Expert (e) environnemental pour le Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience en Union des Comores a signé son contrat et a pris ses fonctions depuis le 13 février 2023.

Au cours du premier semestre 2023, une consultante a été recrutée le 13 avril en tant que chargée d'appui à la mise en œuvre de la Composante « Relèvement et résilience dans le secteur de logement/habitat » du Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience pour appuyer le suivi de la mise en œuvre du programme de reconstruction de logements.

De plus, le cabinet, NEXTEZ a été recruté dans le domaine de la communication et en fonction depuis le 13 avril 2023 pour le compte du PRPKR.

En plus, Une Assistance à la Maîtrise d'Œuvre (AMO) a été recrutée en janvier 2023 afin de faciliter la mise en œuvre du programme de reconstruction de logements.

Il faut toutefois noter que le coordonnateur du projet n'a pas vu son contrat renouvelé et a dû quitter le projet en mars 2023. Depuis cette date, la responsable de la passation des marchés au sein de l'UGP assure la coordination du PRPKR par intérim jusqu'au moment de la rédaction du présent rapport.

Concernant le suivi-évaluation du projet, conformément à la recommandation de la mission de la Banque Mondiale de septembre 2022, l'UGP a mis en place au cours du premier semestre 2023 un logiciel informatique spécifique à l'activité de suivi-évaluation (MS PROJECT) afin d'améliorer les outils de planification et de suivi du projet. Les licences d'utilisation du logiciel ont été livrées et installées au profit des membres de L'UGP par le prestataire qui a assuré une première session de cinq jours de formation à partir du 19/06/2023. Une deuxième session de formation au profit du personnel a été planifiée pour début juillet 2023 qui permettra de maîtriser les différentes fonctionnalités du logiciel.

8. Plan de Passation des Marchés de six mois

Le tableau ci-dessous illustre entre autres les marchés ou contrats signés en cours d'exécution ainsi que ceux en cours de contractualisation au sein du projet

N°	Désignation des activités	Observations techniques	Catégorie	Niveau Actuel Avancement
COMPO 1 AXE HABITAT				
Aide à la reconstruction / réhabilitation de logements				
1	AMO appui à la reconstruction des logements y compris le volet social et environnemental et incluant l'assistance technique des Travaux de reconstruction logements (au moins 263) et le Contrôle de qualité et supervision des activités de reconstruction de logements	Signature du contrat le 15 décembre 2022.	Consultant	En cours d'exécution
2	ÉLABORATION DES ETUDES D'IMPACTS ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (EIES), ET PLAN DE RELOCALISATION TEMPORAIRE (PRT) DES LOGEMENTS	Le premier lancement a été annulé suite à une refonte des termes de références et à une révision à la baisse du montant du marché à moins 25%. Un deuxième processus a été lancé pour le recrutement de 2 consultants individuels dont un internationale et un national. L'activité est paramétrée sur STEP et le PPM est validé. Actuellement, des invitations ont été transmises aux consultants internationaux pour demander leur offres techniques et financières, les dépôts des plis sont entendus le 17 juillet 2023.	Consultant	Processus en cours
3	Études de conception et d'aménagement des logements	Signature du contrat le 14 février 2023.	Consultant	En Cours d'Exécution Groupement IGEOTEC/BARGE
Tavaux de construction des infrastructures de la DGSC				
4	Etude techniques (APS, APD, DAO, Assistance en passation des marchés ainsi que la supervision et contrôle des travaux des entrepôts et citernes de la DGSC dans les 3 îles	Un Avenant de prolongation a été accordé jusqu'au décembre 2023.	Consultant	Contrat en Cours d'exécution

5	LOT1.N/DGSC : Construction d'un bâtiment de 15/10/6 dans la localité de Foubouni dans le cadre des travaux pour la construction des infrastructures de la DGSC par le PRPKR - NGAZIDJA	Le processus de recrutement a été finalisé, l'entreprise Wirdane Construction a obtenu le contrat qui a été signé le 02 mai 2023 et l'ordre de service lui a été notifié le 03 mai 2023.	Travaux	Contrat en Cours d'exécution
6	LOT1.N.bis/DGSC : Construction d'une citerne de 500 m3 dans la localité de Foubouni dans le cadre des travaux pour la construction des infrastructures de la DGSC par le PRPKR - NGAZIDJA	Le processus de recrutement a été finalisé, l'entreprise Madjivini Construction a obtenu le contrat qui a été signé le 08 mai 2023 et l'ordre de service lui a été notifié le 08 mai 2023.	Travaux	Contrat en Cours d'exécution
7	LOT2.N/DGCS : Construction d'un bâtiment de 15/10/6 dans la localité de Mitsamiouli dans le cadre des travaux pour la construction des infrastructures de la DGSC par le PRPKR - NGAZIDJA	Le processus de recrutement a été finalisé, l'entreprise Dounia Construction a obtenu le contrat qui a été signé le 02 mai 2023 et l'ordre de service lui a été notifié le 03 mai 2023.	Travaux	Contrat en Cours d'exécution
8	LOT2.N.bis/DGCS : Construction d'une citerne de 500 m3 dans la localité de Mitsamiouli dans le cadre des travaux pour la construction des infrastructures de la DGSC par le PRPKR - NGAZIDJA	Le processus de recrutement a été finalisé, l'entreprise Socopa a obtenu le contrat qui a été signé le 08 mai 2023 et l'ordre de service lui a été notifié le 08 mai 2023.	Travaux	Contrat en Cours d'exécution
9	LOT4.A/DGCS : Construction d'un bâtiment de 30/20/6 dans la localité de Patsy dans le cadre des travaux pour la construction des infrastructures de la DGSC par le PRPKR - NDZUWANI	Le processus de recrutement a été finalisé, l'entreprise Chronobat a obtenu le contrat qui a été signé le 11 avril 2023 et l'ordre de service lui a été notifié le 11 avril 2023.	Travaux	Contrat en Cours d'exécution
10	LOT4.A.bis/DGCS : Construction d'une citerne de 750 m3 dans la localité de Patsy dans le cadre des travaux pour la construction des infrastructures de la DGSC par le PRPKR - NDZUWANI	Le processus de recrutement a été finalisé, l'entreprise Gecico sans frontière a obtenu le contrat qui a été signé le 14 avril 2023 et l'ordre de service lui a été notifié le 14 avril 2023.	Travaux	Contrat en Cours d'exécution
11	LOT5.A/DGCS : Construction d'un bâtiment 15/10/6 dans la localité de Sima dans le cadre des travaux pour la construction des infrastructures de la DGSC par le PRPKR - NDZUWANI	Le processus de recrutement a été finalisé, l'entreprise Socohaidar a obtenu le contrat qui a été signé le 14 avril 2023 et l'ordre de service lui a été notifié le 14 avril 2023.	Travaux	Contrat en Cours d'exécution
12	LOT5.A.bis/DGCS : Construction d'une citerne de 500m3 dans la localité de Sima dans le cadre des travaux pour la construction des infrastructures de la DGSC par le PRPKR - NDZUWANI	Le processus de recrutement a été finalisé, l'entreprise Baraka Construction a obtenu le contrat qui a été signé le 14 avril 2023 et l'ordre de service lui a été notifié le 17 avril 2023.	Travaux	Contrat en Cours d'exécution

13	LOT6.M/DGCS : Construction d'un bâtiment de 15/10/6 dans la localité de Fomboni dans le cadre des travaux pour la construction des infrastructures de la DGSC par le PRPKR - MWALI	Le processus de recrutement a été finalisé, l'entreprise SOREACO a obtenu le contrat qui a été signé le 17 mars 2023 et l'ordre de service lui a été notifié le 17 mars 2023.	Travaux	Contrat en Cours d'exécution
14	LOT6.M.bis/DGCS : Construction d'une citerne de 500 m3 dans la localité de Fomboni dans le cadre des travaux pour la construction des infrastructures de la DGSC par le PRPKR - MWALI	Le processus de recrutement a été finalisé, l'entreprise AI CAMMAR IMMOBILIER a obtenu le contrat qui a été signé le 15 mars 2023 et l'ordre de service lui a été notifié le 15 mars 2023.	Travaux	Contrat en Cours d'exécution
15	LOT7.M/DGCS : Construction d'un bâtiment de 15/10/6 dans la localité de Nioumachouoi dans le cadre des travaux pour la construction des infrastructures de la DGSC par le PRPKR - MWALI	Le processus de recrutement a été finalisé, l'entreprise SORECOM a obtenu le contrat qui a été signé le 17 mars 2023 et l'ordre de service lui a été notifié le 17 mars 2023.	Travaux	Contrat en Cours d'exécution
16	LOT7.M.bis/DGCS: Construction d'une citerne de 500 m3 dans la localité de Nioumachouoi dans le cadre des travaux pour la construction des infrastructures de la DGSC par le PRPKR - MWALI	Le processus de recrutement a été finalisé, l'entreprise ERAC a obtenu le contrat qui a été signé le 17 mars 2023 et l'ordre de service lui a été notifié le 17 mars 2023.	Travaux	Contrat en Cours d'exécution
17	Tavaux de construction des infrastructures de la DGSC, 1 Entrepôt de 30/20/6m, 1 Entrepôt de 15/20/6m et 1 Citerne de 300m3 dans la Ville de Moroni - NGAZIDJA	L'APD approuvé par la Banque a été transmis à l'UGP le 3 juillet 2023 et le DAO, lot unique pour approbation.	Travaux	Processus en cours
18	Recrutement d'un Cabinet de prestations sociales dans le domaine de facilitation sociale pour le compte du PRPKR	Signature du contrat et soumission sur STEP, le 12 01 2022.	Consultant	Contrat en Cours d'exécution
19	Recrutement d'un (e) Notaire pour la DATUH	Signature du contrat le 31 mars 2023	Consultant	Contrat en Cours d'exécution
20	Recrutement de 2 notaires pour l'élaboration de certificats d'immatriculation et titre foncier notamment dans la deuxième phase de 212 ménages	Les termes de références ont été validés sur STEP le 31 mai 2023	Consultants	Contrats en cours de sigantures
Renforcement du système urbain et des normes de construction				
21	AT appui à la cellule cartographie	Neuf (9) contrats ont été signés les 16 et 17 juin 2022. Dépôt du rapport final de tous les livrables par le Chef de service le 26 juin 2023. Contrats non renouvelés pour la période 2023 à 2024	Consultant	Contrats finalisés

22	AT appui pour UN habitat	L'accord pour la prestation d'assistance technique « Pour le renforcement du système urbain et des normes de construction » a été conclu le 10/02/2022, entre l'UGP et ONU-HABITAT. L'ordre de service a été notifié le 23 février 2022. Cette date marque le début de la période d'exécution de l'accord, pour une durée de 18 mois. Le délai d'exécution du marché s'achève donc le 30 juin 2023. Un avenant n°1 de prolongation de délai d'exécution du contrat a été signé le 22 juin 2023 à la demande du consultant suite à des retards accusés dans la validation des livrables par les parties prenantes.	Consultant	Contrat en Cours d'exécution
COMPO 2 AXE INFRA				
AXES ROUTES				
23	Etude contrôle et Surveillance travaux routiers Mtsangadjou - Foubouni- Uroveni y compris études d'impact environnementales et sociales	Soumission sur STEP du CONTRAT signé le 16 février 2022.APS livré en cours de validation. L'UGP en accord avec l'autorité hiérarchique et la Banque Mondiale a pris la décision de résilier le contrat avec le Cabinet PROSPECTIVA.	Consultant	Procédure de résiliation en cours
24	Recrutement d'un cabinet chargé de la finalisation des études techniques (APD, DAO, Assistance à la passation des marchés, contrôle et suivi des travaux de la route RN2-RN3 - Union des Comores	les termes de références ont été soumis le 07 juin 2023 par l'UGP sur STEP et ont été validés le 30 juin 2023 par la banque, l'UGP va procéder bientôt au lancement de l'AMI	Consultant	Processus de recrutement en cours
25	Acquisition des véhicules pick-up pour le contrôle et le suivi des travaux de la route Mtsangadjou-Foubouni-Ouroveni.	Contrat signé le 11 mars 2022,.la livraison a eu lieu le 25 juillet 2022 avec Bon de Livraison et Facture définitive	Fournitures	période de garantie de bonne exécution en cours
26	Recrutement d'un Expert en Génie Civil	Contrat signé le 01 septembre 2021 et renouvelé une 2 ème fois	Consultant	Contrat en cours d'exécution
27	ETUDE SUR LA SECURITE ROUTIERE Y COMPRIS LA CAMPAGNE DE SENSIBILISATION (RN2-RN3)	PPM validé, ANO des TDRs depuis le 23 mars 2021	Consultant	Le processus accuse du retars à cause du retard de l'activité de l'étude de la RN2-RN3
AXES PROTECTION COTIERE				
28	Etude de diagnostic érosion côtières et recherches solutions.	Signature du Marché/Contrat 19/11/2021, en cours d'exécution. Transmission de rapport de l'étape 2 de l'étude. Trois avenants sont signés , l'avenant 3 signé le	Consultant	Contrat en cours d'exécution

		15 mai 2023 vient réajuster le délai de fin du contrat pour finaliser le livrables 8.		
29	Recrutement d'une AT en appui à l'UGP dans le domaine de la résilience côtière	Soumission sur STEP du Contrat signé le 06 juin 2022. Emission des VISAS pour les livrables 1,2 et 3 le 20 juillet 2022 par le cabinet ARTELIA MEMAM	Consultant	Contrat en cours d'exécution
COMPO 3 AXE GRC				
Renforcement des capacités opérationnelles et techniques de la sécurité civile (DGSC)				
30	ACQUISITION, LIVRAISON SUR SITE DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET DE SÉCURISATION, INSTALLATION ET FORMATION AU PROFIT DE L'OVK - Union des Comores.	le Contrat est signé le 15 décembre 2022 livraison effective depuis le 25 Janvier 2023	Fournitures	Période de garantie de bonne exécution d'une année en cours
31	ACQUISITION, LIVRAISON SUR SITE ET INSTALLATION DES EQUIPEMENTS SOLAIRES OVK - Union des Comores	Le Marché/Contrat est signé le 16 janvier 2023	Fournitures	Période de garantie de bonne exécution d'une année en cours
32	EQUIPEMENTS SISMOLOGIQUES, GPS, GAZ ET TRANSMISSION DE L'OVK - Union des Comores	Notification d'intention d'attribution envoyé aux fournisseurs depuis le 28 juin 2023 (période d'attente de 10 jours)	Fournitures	Période d'attente avant signature des marchés/contrats en cours
33	Etudes Avant-Projet Sommaire (APS), Avant-Projet Détaillé (APD) et Dossier d'Appel d'Offre (DAO) pour les travaux des 8 sites de l'Observatoire Volcanique du Karthala en Union des Comores	Lettres d'invitations envoyées aux Consultants le 28 juin 2023	Consultant	En cours
34	Acquisition, livraison et installation d'un moteur complet de type 9 LT,320 PS-ES y compris les kits et accessoires au profit de la Direction Générale de la Sécurité Civile.	Contrat signé le 23 mai 2022 et non exécuté	Fournitures	Annulé le 02 mars 2023
Amélioration de la compréhension des aléas et des risques				
35	RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR L'ELABORATION DE LA CARTOGRAPHIE DES RISQUES LIES AUX ALEAS HYDROMETEOROLOGIQUES ET CLIMATIQUES (INONDATIONS, CYCLONES, GLISSEMENT DE TERRAIN ET MONTEES DES EAUX) ET GEOLOGIQUES (VOLCAN KARTHALA ET SEISME) SUR L'ETENDUE DES ILES DE	Une seule proposition a été soumise suite à la soumission de la demande de proposition aux soumissionnaires, suite à ça la BM a jugé utile de relancer l'appel d'offres avec des termes de références (TDR) plus précis demandant d' études des aléas hydrométriques (spécifiques) les plus importants.	Consultant	Processus de recrutement annulé le 13 juin 2023, l'UGP est en attente des TDRs améliorés par les spécialistes de la BM pour relancer le processus.

	NGAZIDIA, ANJOUAN ET MOHELI DE L'UNION DES COMORES ”			
36	Fourniture, livraison et installation sur site des matériels et équipements informatiques dans le cadre de mis en œuvre du PRPKR au profit du DGSC	Soumission de Contrat sur STEP, le 12 janvier 2022. livraison effective depuis le 17 février 2022	Fournitures	Période de garantie de bonne exécution en cours
COMPO 4 GESTION PROJET				
37	Recrutement d'un Expert Junior en VBG	Signature du Marché/Contrat avec une Experte en VBG, 04/10/2021	Consultant	Me.SOULAIMAAbdillah
MISSION D'AUDIT				
38	Recrutement d'un Auditeur Externe	Contrat signé depuis le 30 novembre 2021	Consultant	Contrat en cours d'exécution
39	Recrutement d'un (e) Auditeur (trice) Interne pour le Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience - Comores	l'Avis de Manifestations d'intérêts (AMI) est lancé le 21 juin 2023, date limite de soumission le 10 juillet 2023	; Consultant	En cours
COMMUNICATION DU PROJET				
40	Recrutement d'un prestataire dans le domaine de la communication pour le compte du PRPKR	Signature du contrat le 13 Avril 2023.	Consultant	En Cours d'Exécution
PERSONNEL				
41	Recrutement d'un (e) nouveau (elle) Coordonnateur (trice) du Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience.	Marché Annulé (Processus de recrutement Infructueux).	Consultant	En Cours
42	Recrutement d'un Responsable administratif et financier	Le Contrat/Marché renouvelé le 13 aout 2022 et s'achève le 12 aout 2023 (en cours d'exécution.)	Consultant	AssadillahAboudou
43	Recrutement d'un Responsable de Passation des Marchés Publics	Le Contrat/Marché renouvelé le 13 aout 2022 et s'achève le 12 aout 2023 (en cours d'exécution.)	Consultant	Kamaria Ahamada
44	Recrutement d'un Spécialiste Social et en Engagement des Parties Prenantes	Le Contrat/Marché renouvelé le 13 aout 2022 et s'achève le 12 aout 2023 (en cours d'exécution.)	Consultant	Youssouf Said Abdallah
45	Recrutement d'un Expert national en Suivi-évaluation pour le Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience (PRPKR)	Le Contrat/Marché signé le 06 décembre 2022 et s'achève le 05 décembre 2023 (en cours d'exécution.)	Consultant	ABTOIHI ALI MBAE

46	Recrutement d'un Comptable	Le Contrat/Marché renouvelé a le 13 aout 2022 et s'achève le 12 aout 2023 (en cours d'exécution.)	Consultant	BacarZoubeiriYoumna
47	Recrutement d'un (e) nouveau (elle) Expert (e) environnemental pour le Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience en Union des Comores	Le Contrat/Marché signé le 13 février 2023 et s'achève le 12 février 2024 (en cours d'exécution.)	Consultant	HOUMADI ZAIDO
48	Recrutement d'un Secrétaire de direction	Le Contrat/Marché renouvelé a le 01 Janvier 2022 et en cours d'exécution.	Consultant	NASRA MAROINE
49	Recrutement d'un Assistant en passation des marchés	Le Contrat/Marché Renouvelé le 08 Juillet 2022 et s'achève le 07 juillet 2023.	Consultant	MTITTI FAKRI DJAMALDINE
50	Recrutement d'un (e) Consultant (e) national (e) en charge de l'appui et du suivi de la mise en œuvre de la Composante 1 auprès de l'UGP du PRPKR Comores	Le Contrat/Marché signé le 17 Avril 2023 et s'achève le 16 Avril 2024 (en cours d'exécution.)	Consultant	IBOURATE Mohamed

9. CHANGEMENTS DU PPSD PENDANT LA DUREE DE V IE DU PROJET – RESUME PPSD-PPM DE 6 MOIS- MIS A JOUR AU MOIS DE JUIN 2023

Date	Type de changement par rapport au PPM approuvé par la Banque (addition, suppression, modification)	Réf. STEP	Description du changement	Justification
30/06/23	Ajouts	Modifications		

		Travaux de reconstruction logements (au moins 51) – Phase 1 en LOT Unique	2023-017-LGT.RESILIENS-UGP-PRPKR	Appel d'Offre International (AOI)/Appel d'Offre National (AOI)	Annulation de l'activité Regroupement en un seul LOT (OUZIO (12 logements), BATSA (8 logements), KOUA MITSAMIOULI (3 logements), WELLAH (7 logements), IVOINI (10 logements) et BANGOI KOUNI (11 logements). Coût estimé 35 000 \$ par logement
	Travaux de reconstruction logements 263		2023- 018-LGT.RESILIENS-UGP-PRPKR	Appel d'Offre International (AOI)	Un seul DAO à une tranche ferme de 50 composés d'un lot1 de 20 logts, Lot 2 de 21 logts et un Lot 3 à 9 logts) Une tranche conditionnelle de 194 composés d'un Lot 1 de 84 logts, Lot 2 de 55logts et Lot 3 de 55 logts) Les entreprises seront autorisées à soumettre une proposition au plus pour 2 Lots
		Recrutement d'un expert pour l'élaboration des Eudes d'impacts environnementale et sociale (EIES), et plan de relocalisation temporaire (PRT) de logement	2022-065-EIE.PAR-UGP-PRPKR	Sélection Fondée sur la Qualité Coût (SFQC)	L'activité est annulée en phase de notification d'intention d'attribution suite à une révision des TDRs et du budget à moins de 50%.
	Recrutement de 02 consultants individuels pour la réalisation des EIES/PGES des logements		2023-021-EIES-LOGT.RESILIENT-PRPKR	Section de Consultant Individuel (SCI)-Limité	Relancement de l'activité avec changement de méthode de recrutement de 2 consultants Internationaux
		LOT 4 N/DGSC : Construction d'un bâtiment de 30/20/6m dans la Ville de Moroni-NGAZIDJA	2023-005-TRAVAUX.DGSC-UGP-PRPKR	Regroupement de l'activité pour faire un Appel d'Offre International (AOI)	Annulation de l'activité sur STEP pour regroupement dans un seul LOT
		LOT4.N.bis/DGSC : Construction d'un bâtiment de 14/20/6m dans la ville de Moroni-NGAZIDJA	2023-006-TRAVAUX.DGSC-UGP-PRPKR	Regroupement de l'activité pour faire un Appel d'Offre International (AOI)	Annulation de l'activité sur STEP pour regroupement dans un seul LOT

		LOT3.N/DGCS : Construction d'une citerne de 1000 m3 dans la localité de Moroni dans le cadre des travaux pour la construction des infrastructures de la DGSC par le PRPKR - NGAZIDJA	2022-075-TRAVAUX.DGCS-UGP-PRPKR	Regroupement de l'activité pour faire un Appel d'Offre International (AOI)	Annulation de l'activité sur STEP pour regroupement dans un seul LOT
	Tavaux de construction des infrastructures de la DGSC, 1 Entrepôt de 30/20/6m, 1 Entrepôt de 15/20/6m et 1 Citerne de 300m3 dans la Ville de Moroni - NGAZIDJA		2023-010-TRAVAUX.DGCS-UGP-PRPKR	Demande d'Appel d'Offre Restreinte (DAOR) en Appel d'Offre International (AOI)	Regroupement, un seul marché de 3 lots. Le montant a été estimé à partir des DQE de l'APD
		Etude Contrôle et Surveillance travaux routiers Mtsangadjou - Fombouni-Uroveni, y compris études d'impact environnementales et sociales	2021-UGP-ETUDE ROUTE RN2 RN3-PRPKR BIS	Appel d'Offre International (AOI)	Contrat annulé depuis 13 Avril 2023 en référence d'un courrier N°23-125/PRPKR/UGP/COR et confirmé le 17 mai 2023.
		Recrutement d'un autre cabinet pour l'étude Contrôle et Surveillance travaux routiers Mtsangadjou – Fombouni.	2023-011-CONSULTANT.RN2.RN3-UGP-PRPKR	Sélection directe du consultant au lieu d'un processus compétitif	Le 1 ^{er} Contrat signé le 16 février 2022 est en cours de résiliation pour incompétence. L'UGP est favorable pour une approche en ED avec le deuxième Soumissionnaire pour gagner du temps. Le montant restant peut suffire pour négocier avec le 2 ^{ème} .
	Recrutement d'un cabinet chargé de la finalisation des études techniques (APD, DAO, Assistance à la passation des marchés et contrôle et suivi des travaux de la route RN2-RN3 - Union des Comores.		2023-019-CONSULTANT.RN2.RN3-UGP-PRPKR	Sélection basée sur les Qualifications du Consultant (SQC)	La réponse du Consultant après avoir réceptionné la notification de résiliation du contrat signé avec l'UGP le 16 février 2022 a fait que l'UGP a opté de lancer un Avis de Manifestation d'Intérêt ouvert toutefois, la méthode optée pour le processus de la passation de marché est le « SQC ».

	Recrutement de 2 prestataires pour l'étude environnementale et l'EIES/PGES/PAR de la RN2-RN3 dans le cadre de mis en œuvre du PRPKR		2023-012-EIES/PGES/PAR.RN2/RN3-UGP-PRPKR	Sélection Consultant Individuel (SCI)- Limitée	L'activité faisait partie du marché/Contrat résilié depuis le 13 avril 2023 relative à l'Etude et contrôle RN2-RN3 L'Activité comprend deux marchés/contrats, le processus est en cours
	Recrutement d'un cabinet en charge des études d'impact environnementales et sociales des travaux côtier		2023-020-EIES-PAR COTIER-PRPKR	Sélection basée sur les Qualifications du Consultant (SQC)	Le processus est en cours, les TDRs soumis pour la 2 ^{ème} fois le 13 juin 2023 à la BM pour demande d'ANO.
	Recrutement de 2 consultants pour la mise à jour et validation du Plan Tsunami et diffusion - Elaboration, validation et diffusion des plans de sauvegarde communale de Moroni, Mutsamudu et Fomboni.		2023-013-PLAN.DGSC-UGP-PRPKR	Sélection Consultant Individuel (SCI)	Activité à initier. Accuse beaucoup de retard du fait que la DGSC n'a pas partagé les TDRs permettant de lancer le processus de la passation des marchés.
		Recrutement d'un Coordonnateur du Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience	20-07 -MAPEATUTTAF-SG	Sélection Consultant Individuel (SCI)/ Ouvert National	Résiliation du Contrat à la demande du MATUAFTT depuis le 06 mars 2023.
		Recrutement d'un (e) nouveau (elle) Coordonnateur (trice) du Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience.	2023-014-COR-UGP-PRPKR	Sélection Consultant Individuel (SCI)/Ouvert National	Le processus a été annulé, marché infructueux. La consultante en charge de la passation des marchés est nommé Coordonnatrice par intérim depuis le 11 mars 2023 en attendant le relancement d'un nouveau processus de Recrutement d'un (e) nouveau (elle) Coordonnateur (trice) du Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience.

	Recrutement d'un (e) Auditeur (trice) Interne pour le Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience - Comores		2023-015-AUDIT.INT-UGP-PRPKR	Section Consultant Individuel (SCI)/Ouvert National	Le Contrat du consultant recruté initialement par COMPASS pour les projets de la BM au Comores a été résilié pour incompétence. L'Avis de Manifestation d'Intérêt est lancé le 23 juin 2023, les dépôts des offres sont entendus le 10 juillet 2023.
	Recrutement de 2 notaires pour l'élaboration de certificats d'immatriculation et titre foncier notamment dans la deuxième phase de 212 ménages		2023-016-NOT.DATUH.UGP-PRPKR	Sélection Consultant Individuel (SCI)/Limité National	Le coût du contrat est estimé à 18 000 \$ pour l'exécution dudit contrat. Les frais remboursables doivent être pris en compte dans les négociations.
		Recrutement d'un prestataire pour la communication, la sensibilisation et la formation aux normes et des pratiques de construction résilientes aux Comores	Réf :2022-101-PRES.FORMATION-UGP-PRPKR	Sélection Fondé sur la Qualité Coût (SFQC)	Une demande d'annulation de l'activité sur SETP a été demandé du fait qu'une proposition qui nous permettra d'aller vite avec Build Change est cours et sera mis en œuvre d'ici peu.

10. Situation Financière du Projet

La situation financière du projet, au premier semestre 2023 se caractérise par un solde positif de 820,40 millions KMF, soit 1,80 millions USD. Ce chiffre provient des différences entre les encaissements et les réalisations financières observées entre le début du projet et la fin du premier semestre 2023.

En termes d'encaissement, le projet a enregistré un montant total de 3 918,99 millions francs comoriens (KMF), soit 8,60 millions USD et ce, depuis le début du projet jusqu'à la période en référence.

Pour ce qui est des dépenses réalisées dès le début du projet, ils se chiffrent à hauteur de 3 098,59 millions francs comoriens, équivalent à 6,80 million dollars (USD).

La situation financière du projet au 3 juin 2023 se résume comme suit :

Rubriques	Montant KMF	Montant USD
Encaissement	3 918 989 767KMF	8 603 710 USD
Décaissement	3 098 593 799 KMF	6 802 621 USD
Solde	820 395 968 KMF	1 801 089 USD

3.4.4.1 SITUATION DES DEMANDES DE RETRAITS DE FONDS (DRF) ET TAUX DE DECAISSEMENT

Le premier semestre de l'année 2023 est marqué par la soumission de sept Demandes de Retrait de Fonds qui se chiffre à hauteur de 637, 27 millions KMF, formulée par l'Unité de gestion du projet. Il faut noter que depuis l'installation de celle-ci, le total des DRF soumises se chiffre à 3 068,99 millions KMF, soit 6,74 millions USD. En tenant en compte l'avance de démarrage versé dans le compte désigné du projet, le total des décaissements est de l'ordre de 3 918,99 millions KMF.

Le taux de décaissement, par rapport au portefeuille alloué au projet (45 millions USD), est donc d'environ 19,40%.

10.1 Prévisions/Réalisations du Semestre et de l'Année

Les prévisions financières du premier semestre 2023 qui se chiffrent à 2 992,11 millions KMF concernent les quatre composantes du projet.

Pour ce qui est de la composante 1, les prévisions se chiffrent à 1 602,94 millions KMF contre une réalisation enregistrée à hauteur de 457,5 millions KMF. Son taux de réalisation est donc égal à 28,54%.

Quant à la composante 2, les prévisions se chiffrent à 1 092,39 millions KMF contre des réalisations enregistrées à hauteur de 61,13 millions KMF. Son taux de réalisation est donc égal à 5,6%.

La composante 3, dont les prévisions du semestre se chiffrent à 201,30 millions KMF a enregistré des réalisations financières à hauteur de 31,94 millions KMF, soit un taux de réalisation de 15,87%.

S'agissant de la composante 4, les prévisions se chiffrent à 95,48 millions KMF contre des réalisations enregistrées à hauteur de 97,11 millions KMF. Son taux de réalisation est donc égal à 101,71%.

De manière globale, les décaissements prévisionnels du premier semestre 2023, se chiffrent à 2 992,11 millions KMF, contre des réalisations à la même période de 647,68 millions KMF. C'est donc un taux de réalisation de 21,65%.

En tenant en compte, les prévisions financières de l'année et les réalisations observées à la fin du premier semestre, on constate un taux de réalisation à hauteur de 7,7%.

Le tableau ci-après présente en KMF, les prévisions et les réalisations à la fois semestrielles et annuelles du projet.

COD E	ACTIVITES/COMPOSANTES	1 SEMESTRE			ANNEE 2023		
		PREVISION	REALISATION	TAUX	PREVISION	REALISATION	TAUX
		KMF	KMF	%	KMF	KMF	%
1	COMPOSANTE 1 : Relèvement et résilience du secteur du logement	1 602 940 454	457 501 364	28,54%	3 504 372 959	457 501 364	13,06%
1.1	1.1 : Aide à la reconstruction de logements	1 551 667 954	435 536 362	28,07%	3 241 286 932	435 536 362	13,44%
1.2	1.2 : Renforcement du système urbain et des normes de construction	51 272 600	21 965 002	42,84%	263 086 027	21 965 002	8,35%
2	COMPOSANTE 2 : Résilience côtière et réhabilitation des infrastructures	1 092 385 976	61 125 497	5,60%	4 420 493 004	61 125 497	1,38%
2.1	2.1 : Résilience des zones côtières et réhabilitation des infrastructures	144 980 257	20 520 939	14,15%	1 647 810 843	20 520 939	1,25%
2.2	2.2 Réhabilitation de sections critiques de la route	909 773 719	-	0,00%	2 697 418 161	-	0,00%
2.3	2.3 : Assistance Technique	37 632 000	40 604 558	107,9%	75 264 000	40 604 558	53,95%
3	COMPOSANTE 3 : Gestion intégrée des risques de catastrophes	201 299 840	31 939 506	15,87%	265 616 700	31 939 506	12,02%
3.1	Appui à la réponse d'urgence	-	-		-	-	
3.2	Renforcement de la gestion intégrée des risques de catastrophes	201 299 840	31 939 506	15,87%	265 616 700	31 939 506	12,02%
4	COMPOSANTE 4: Gestion du Projet, Gestion des Risques, Suivi et évaluation	95 481 200	97 110 134	101,71%	222 049 866	97 110 134	43,73%
4.1	Salaires & charges de Personnel	44 670 000	43 252 500	96,83%	89 340 000	43 252 500	48,41%
4.2	Charges de gestion courante	17 822 000	19 037 487	106,82%	36 525 000	19 037 487	52,12%
4.3	Achats de Biens et services	6 400 000	4 400 000	68,75%	31 400 000	4 400 000	14,01%
4.4	Titre de voyages et Per diem	4 140 000	14 198 480	342,96%	8 280 000	14 198 480	171,48%
4.5	Gestion du risque	3 200 000	2 747 500	85,86%	6 400 000	2 747 500	42,93%
4.6	Suivi et évaluation du Projet	12 115 867	11 826 667	97,61%	32 571 533	11 826 667	36 31%
4.7	Communication et sensibilisation	7 133 333	1 647 500	23,10%	17 533 333	1 647 500	9,40%
	TOTAL GENERAL	2 992 107 569	647 676 502	21,65%	8 412 532 529	647 676 502	7,70%

11. Etat d'avancement des Mesures de sauvegardes Environnementales et Sociales

Durant ce semestre, le pôle Environnemental et Social du projet s'est surtout intéressé sur la démonstration des modèles de plans types des logements à savoir le CH30 (core house 30) et le CH40 (core house 40) auprès des 263 bénéficiaires du programme relogement issu de la composante I du projet faite dans les différentes localités concernées. En effet, une série de consultations ont été effectuées avec l'appui de l'ONG de facilitation sociale et de l'Assistance au Maître d'Ouvrage (notamment : l'expert environnemental et social), pour non seulement élarger les bénéficiaires mais également de sensibiliser, réconforter, mobiliser et valider avec elles les modèles de plans du programme relogement.



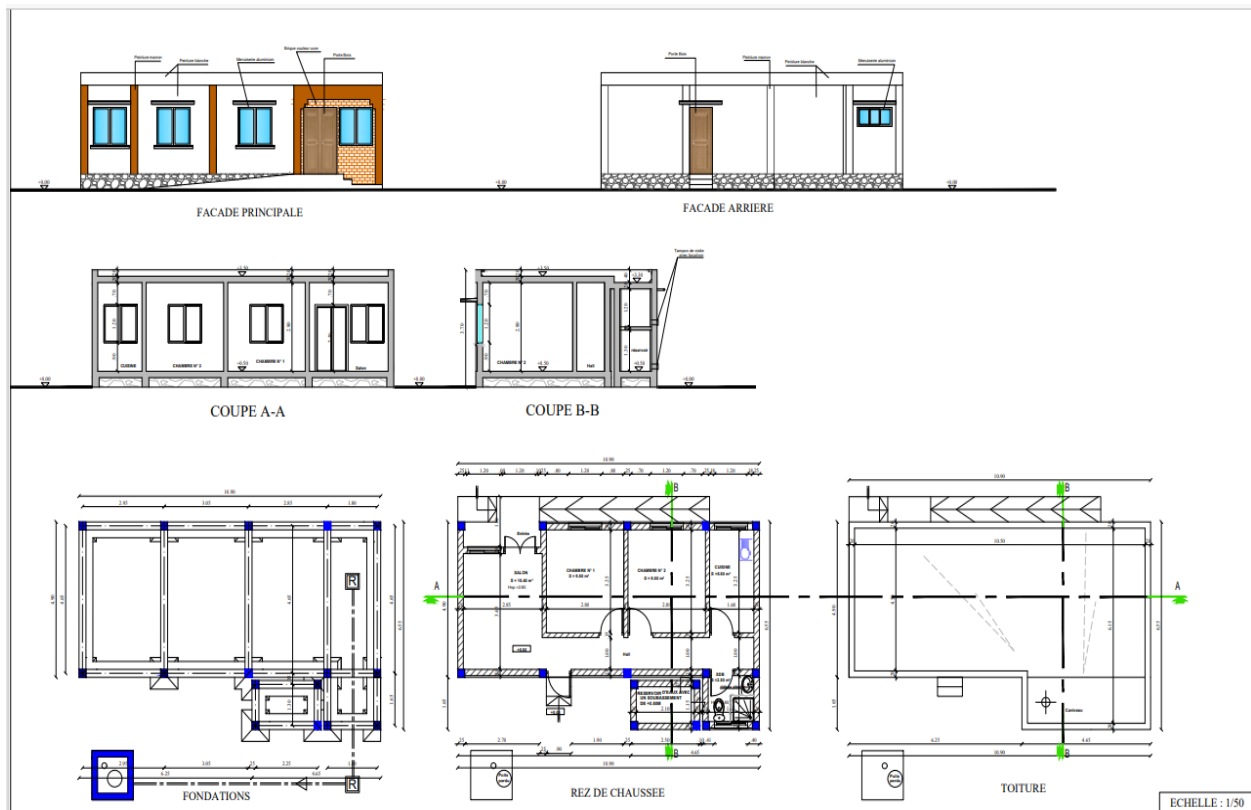
liste des 263
menages parrainée.pdf

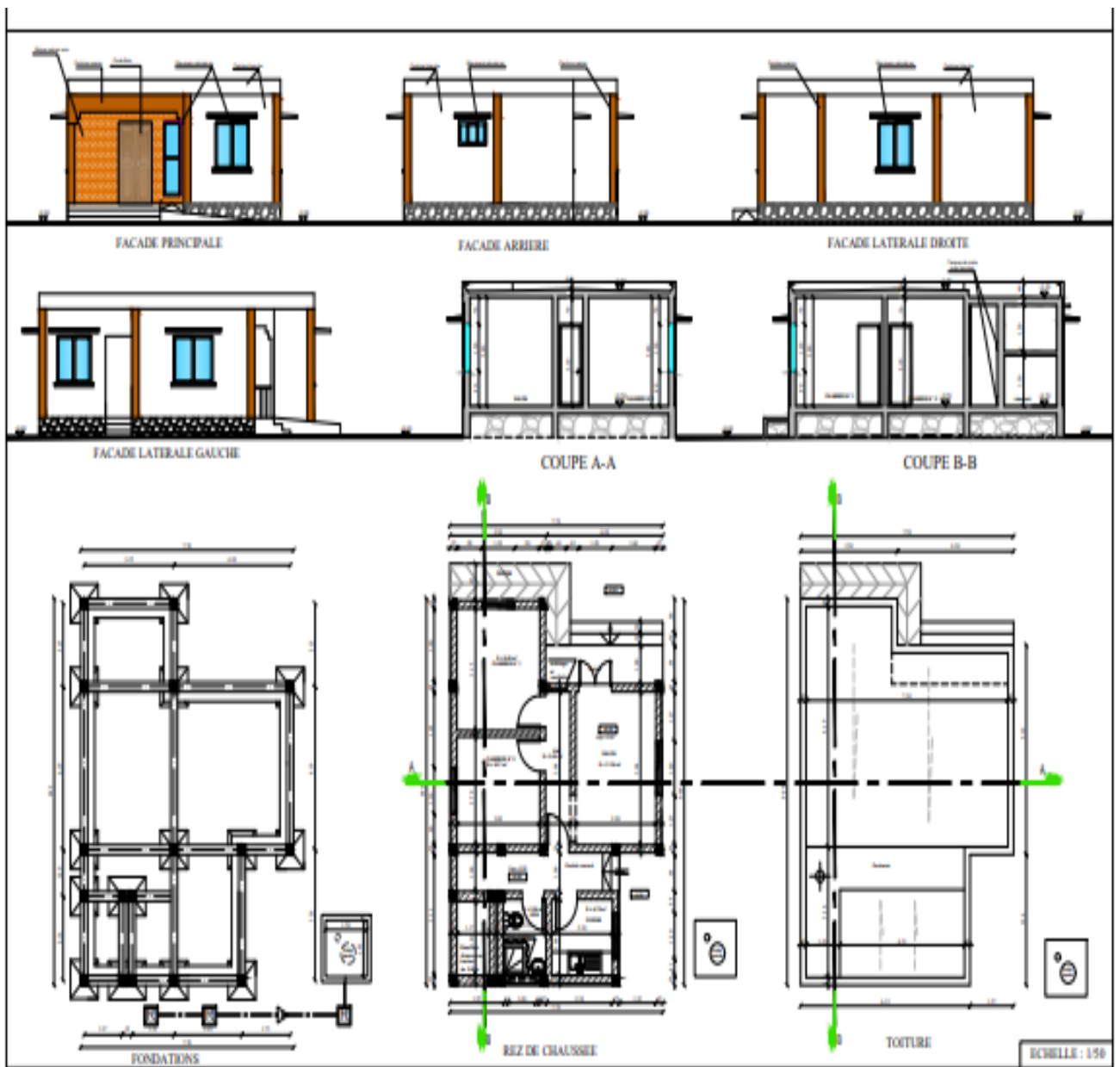


liste de presences
consultations publiques



PV DE
CONFIRMATION 01.pdf Exemple de core house 40





Dans le sillage de ces consultations et enquêtes, une liste non exhaustive des choix des plans est arrêtée en fonction de la surface disponible de la bénéficiaire, et validation de bloc uni et bloc séparé par la bénéficiaire elle-même.

Localité : BANGOI-KOUNI								
(ID)	Nom du bénéficiaire	Nature du sol	Electricité	Eau	Accessibilité	Surface du terrain (m2)	Préférence pour les annexes	Autres informations
03	Natacha Youssouf	Terrain rocheux	Poteau électrique à 25 m	Sans réservoir	A 20.04m d'une route secondaire	112.575	Blocs séparés	
11	Koko Moina	Terrain rocheux	Poteau électrique à 10 m	Réservoir existant	Terrain accessible d'une route secondaire	64.687	blocs séparés	En cours de reconstruction (Soubassement +élévation de 7 briques)
16	Sania Mohamed	Terrain rocheux	Poteau électrique à 64 m	Réservoir en phase de fouille	Terrain accessible d'une route secondaire	162.77	Blocs séparés	
22	MoinaechaMouigni	Terrain rocheux	Zone non interconnecté	Réservoir existant	Terrain accessible d'une route secondaire	202.447	Blocs séparés	
24	MkouboiAtua	Terrain rocheux	Poteau électrique à 10 m	Réservoir existant mais endommagé	A 74 m d'une route secondaire	67.071	Blocs séparés	
25	Zarianti Abdallah	Terrain rocheux	Poteau électrique à 70 m	Réservoir existant	A 41m d'une route secondaire	62.31	Blocs séparés	
26	Abdou Hassanati	Terrain rocheux	Poteau électrique à 10 m	Sans réservoir	Terrain accessible d'une route secondaire	204.074	Blocs séparés	
29	Djerike	Terrain rocheux	Poteau électrique à 12m	Sans réservoir d'eau	Terrain accessible d'une route secondaire	47.687	Blocs séparés	
32	MdoihomaZalhata	Terrain rocheux	Poteau électrique à 18m	Sans réservoir	Terrain accessible d'une route secondaire	60.043	Blocs séparés	
37	MlindaMouignihazi	Terrain rocheux	Poteau électrique à 10m	Sans réservoir	Terrain accessible de la route national	109.011	Blocs séparés	
39	Mafahami (Frahati Said)	Terrain rocheux	Poteau électrique à 1m	Réservoir existant	Terrain accessible d'une route secondaire	59.715 Et 56.003	Blocs séparés	
41	SitinaDjibaba	Terrain rocheux	Poteau électrique à 10m	Sans réservoir	Terrain accessible d'une route secondaire	100.83	Blocs séparés	

42	Djamila Said Youssouf	Terrain rocheux	Poteau électrique à 10m	Sans réservoir	Terrain accessible d'une route secondaire	277.192	Blocs séparés	
43	Ancha Moussa (Mouridi Fatima)	Terrain rocheux	Poteau électrique à 15m	Sans réservoir	Terrain accessible d'une route secondaire	93.701	Blocs séparés	
44	Kamari Said (NtsoholéChanfi)	Terrain rocheux	Poteau électrique à 49m	Sans réservoir	A 49m d'une route secondaire	826.142	Blocs séparés	
48	Maman Naslata (Mbahoua Abdou)	Terrain rocheux	Poteau électrique à 10m	Sans réservoir	Terrain accessible d'une route secondaire	134.705	Blocs séparés	
49	Ismael Fatima	Terrain rocheux	Poteau électrique à 10m	Sans réservoir	Terrain accessible d'une route secondaire	182.598	Blocs séparés	
50	Saanda Ibrahim	Terrain argileux	Poteau électrique à 123m	Sans réservoir	A 53m d'une route secondaire	236.555	Blocs séparés	
51	Ahamada Zalfata	Terrain rocheux	Poteau électrique à 30m	Sans réservoir	A 30m d'une route secondaire	98.451	Blocs séparés	
53	Maman Mbahouwa	Terrain rocheux	Poteau électrique à 5m	Réservoir existant	Terrain accessible d'une route secondaire	204.03	Blocs séparés	
66	Zamzam Youssouf	Terrain rocheux	Zone non interconnecté	Sans réservoir	Terrain non accessible	271.53	Blocs séparés	Terrain rocheux
Localité :OUZIO								
71	Sanati Youssouf (Sanata)	Terrain rocheux	Poteau électrique à 17m	Sans réservoir	A 17m d'une route secondaire	110.551	Blocs séparés	
72	Fahamwe Ali (Karima Mohamed)	Terrain rocheux	Raccordé au réseau électrique	Sans réservoir	A 44.01m d'une route secondaire	282.089	Blocs séparés	
75	Baraka Ibrahim	Terrain rocheux	Raccordé au réseau électrique	Réservoir existant	A 33m d'une route secondaire	51.075	Blocs séparés	
79	Fatima Chaéhoi	Terrain rocheux	Raccordé au réseau électrique	Sans Réservoir	A 13.08m d'une route secondaire		Blocs séparés	Terrain inondé par les eaux de ruissellement
84	Himdata Abdou (Youssouf)	Terrain rocheux	Raccordé au réseau électrique	Sans Réservoir	A 24.04m d'une route secondaire	59.055	Blocs séparés	

86	Aboutaouia Rachid	Terrain rocheux	Raccordé au réseau électrique	Sans Réservoir	Terrain accessible d'une route secondaire	374.083	Blocs séparés	
87	Riama Hamadi Mlimi	Terrain rocheux	Poteau électrique à 21m	Sans Réservoir	A 21m d'une route secondaire	243.908	Blocs séparés	
Localité : HADAWA								
153	Fatima Moindjé	Terrain argileux	Electricité à 29m	Sans Réservoir	Terrain accessible par voie secondaire	180.346	Blocs séparés	Bâtiment à démolir
155	Halima Ahamada	Terrain rocheux	Raccordé au réseau électrique	Sans Réservoir	Terrain accessible à 40.08 m	47.784	Blocs séparés	Bâtiment à démolir
156	Fatima Abdallah	Terrain rocheux	Electricité à 65m	Sans Réservoir	Terrain accessible par voie secondaire	153.866	Blocs séparés	Terrain en pente
Localité : MEMBOIBOINI								
159	MhazaMrovili	Terrain argileux	Electricité à 09m	Sans Réservoir	Au bord du RN	61.292	Blocs séparés	Bâtiment à démolir
164	Zainaba Said	Terrain rocheux	Raccordé au réseau électrique	Présence d'un réservoir non couvert	Terrain accessible par voie secondaire	117.292	Blocs séparés	Bâtiment à démolir
Localité : MITSAMIHOULI VILLE								
174	Mzouhali M'madi	Terrain rocheux	Non raccordé au réseau électrique	Sans Réservoir	Terrain accessible à 50 m	119.314	Blocs séparés	Terrain neutre
221	ECHATA ATHOUMANI	Terrain argileux	Raccordé au réseau électrique	Sans réservoir		143.241	Blocs séparés	
231	BOENI MOHAMED AMIR	Terrain rocheux	Poteau électrique à 5 m	Absence d'un réservoir	Au bord d'une voie non aménagée	90.345	Blocs séparés	
Localité : KOUA MBOUDE								

226	DJOUMOI DJIBABA	Terrain rocheux	Raccordé au réseau électrique	Absence d'un réservoir	Au bord de la Route National	160.52	Blocs séparés	
207	TROUNDA RAHA	Terrain rocheux	Raccordé au réseau électrique	Absence d'un réservoir	Au bord d'une voie secondaire	80.153	Blocs séparés	
208	IBRAHIM M'MADI NOUZLATI	Terrain rocheux	Raccordé au réseau électrique	Absence d'un réservoir	Au bord d'une voie secondaire	42.839+62.04	Blocs séparés	
209	FATIMA ABDOU MOUMINI	Terrain rocheux	Raccordé au réseau électrique à 20 m	Absence d'un réservoir	Au bord d'une voie secondaire	225.32	Blocs séparés	
Localité :FASSI								
196	ZAINABA AHAMADA	Terrain rocheux	40	Absence d'un réservoir	Au bord d'une RN1	71.885	Blocs séparés	
Localité : FOMBONI MOHELI								
262	ALI TANDHOUNE	Sableux	A 41 m du poteau électrique	Raccorde au réseau Sonede	Terrain logeant au bord d'une voie secondaire	175,833m2	Séparé	Absence du numéro d'indentification

Liste des 51 ménages retenues pour la tranche ferme

Cembenoi lac sale	BangoiKouni	15	Amina Djaé	388 22 99
Cembenoi lac sale	BangoiKouni	19	Bibi Amina	340 17 32
Cembenoi lac sale	BangoiKouni	18	Riama Said Youssouf	335 27 36
Cembenoi lac sale	BangoiKouni	13	Mamanmiriat(Haroussihassane)	443 97 22
Cembenoi lac sale	BangoiKouni	16	Sania mohamed	384 45 00
Cembenoi lac sale	BangoiKouni	28	Mariama MzéSoilhi	339 03 60
Cembenoi lac sale	BangoiKouni	31	ChababiZalhata	484 16 08
Cembenoi lac sale	BangoiKouni	7	Mouthna Ibrahim	443 89 59
Cembenoi lac sale	BangoiKouni	22	MoinaechaMougni	430 79 06
Cembenoi lac sale	BangoiKouni	14	TroulizaMmadi	338 63 58
Cembenoi lac sale	BangoiKouni	8	Moumini Saadia	438 91 12/332 83 93
Cembenoi lac sale	BatsaMitsamihouli	48	Mbahouwa Abdou (mamannaslata)	430 17 47
Cembenoi ac sale	BatsaMitsamihouli	46	Harmiaabdou(Abdou mchangamaamina)	336 17 70
Cembenoi lac sale	BatsaMitsamihouli	47	Mouminezainaba	337 64 01
Cembenoi lac sale	BatsaMitsamihouli	41	Sitinadjibaba	441 36 29

Cembenoi lac sale	BatsaMitsamihouli	49	Ismael Fatima	390 34 42
Cembenoi lac sale	BatsaMitsamihouli	35	Andhumata said (Mamandjana)	381 00 20
Cembenoi lac sale	BatsaMitsamihouli	44	Tsoholechanfi	463 33 27
Cembenoi lac sale	BatsaMitsamihouli	36	AssiataAhamada (Touhoufaahmada)	325 64 23
Cembenoi lac sale	Ivoine	53	MOINAECHA MMADI	435 48 46
Cembenoi lac sale	Ivoine	64	TIDJARA MOHAMED	356 03 86
Cembenoi lac sale	Ivoine	52	HAKIM HADIDJA	336 67 83
Cembenoi lac sale	Ivoine	57	ZAINABA MSA	340 56 37
Cembenoi lac sale	Ivoine	60	MAOULIDA ALI MMADI	350 91 31
Cembenoi lac sale	Ivoine	58	DJOUMOI NAILANE	344 15 01
Cembenoi lac sale	Ivoine	56	ZAINABA HASSANE	335 91 01
Cembenoi lac sale	Ivoine	63	SAILATA ABDOU	430 61 69
Cembenoi lac sale	Ivoine	61	BICHARA MDOHOMA ALI	326 39 52
Cembenoi lac sale	Ivoine	55	ZALFATA MOHAMED	4759623
Cembenoi Sada Djoulamlima	KouaMitsamihouli	92	Fatima ali	437 11 57
Cembenoi Sada Djoulamlima	KouaMitsamihouli	90	Zainababacar	371 77 50
Cembenoi Sada Djoulamlima	KouaMitsamihouli	89	Zalhatamohamed	346 14 53
Cembenoi Sada Djoulamlima	Ouella	123	TIDJARA ABDOU	337 44 03
Cembenoi Sada Djoulamlima	Ouella	124	MAHOIRI NOURIA	411 02 64
Cembenoi Sada Djoulamlima	Ouella	125	SITINA RACHID	322 77 55
Cembenoi Sada Djoulamlima	Ouella	122	OURANGO ABDOU	3252366

Cembenoi Sada Djoulamlima	Ouella	108	TROUNDA ALI	4471811
Cembenoi Sada Djoulamlima	Ouella	101	AMINA YOUSOUF	4307891
Cembenoi Sada Djoulamlima	Ouella	94	HASSANATI SAID	3408255
Cembenoi lac sale	Ouzio	72	KARIMA MOHAMED	3207590
Cembenoi lac sale	Ouzio	87	RIAMA HAMADI MLIMI	3778678
Cembenoi lac sale	Ouzio	79	ABDOU BACAR AHMED	3202306
Cembenoi lac sale	Ouzio	70	SOULAIMANA MSAIDIE	3311663
Cembenoi lac sale	ouzio	69	FATIMA MHOMA	3442429
Cembenoi lac sale	ouzio	71	SANNATA YOUSOUF	3392381
Cembenoi lac sale	ouzio	80	SAARATA YASSINI	3220271
Cembenoi lac sale	ouzio	86	ABOUTAOUIA RACHID	3271369
Cembenoi lac sale	ouzio	74	AICHA MOINDJIE	3343605
Cembenoi lac sale	ouzio	76	MARIAMA ABDALLAH	4406272
Cembenoi lac sale	ouzio	78	LIZA TOIHIR ALI	4435543
Cembenoi lac sale	ouzio	88	NATAZI KAMARIA	3224427

En effet, d'autres activités ont été menées parallèlement notamment le bornage des terrains, l'établissement des plans croquis, l'obtention des actes de notoriété publique ainsi que l'obtention des permis de construire auprès des mairies des localités concernées. Avec les travaux précieux la cellule de cartographie, le service du domaine et la notaire ont permis à la collecte rapide des pièces motrices citées ci-haut.

Par ailleurs, l'équipe E/S de L'UGP poursuit également la mise en œuvre du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP), du Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) ; l'opérationnalisation et la pérennisation du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) collecte, traitement et suivi ; et du Plan d'Action contre les Violences Basées sur le Genre (PAVBG) Formation, sensibilisation et mobilisation.

Une recherche d'une stratégie d'intervention cas par cas pour les 19 cas de ménages classées à problème selon les enquêtes effectuées par l'ONG de facilitation sociale AIDE. A l'issu d'une réunion du pôle de sauvegardes environnemental et social (représenté par l'expert social), le SG MATUAFTT et le Directeur de DATUH, une décision a été prise d'accompagner cas sur certaines activités comme la construction d'une citerne ou la mise en place de la dalle en béton ou autres.

En outre, suite aux démarrages des travaux par les entreprises pour les constructions des infrastructures de la Direction Générale de la Sécurité Civile DGSC (Citernes de 500m³ et entrepôts), une série de formations d'orientation de comment établir un PGES-E a été effectuée au droit des chantiers respectifs : à Mohéli (Fomboni et Nioumachoua), à Anjouan (Patsy et Sima) et pour la Grande Comore, la formation est en cours de programmation car leurs chantiers ont tardivement démarré.

1. Résumé des principaux aspects liés à la gestion de risques environnementaux et sociaux

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Relèvement Post Kenneth et de Résilience, voici donc les documents cadres élaborer pour atténuer, minimiser, réduire ou éviter les risques environnementaux et sociaux :

- ✓ Le Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) : Le PMPP a pour but de développer et d'entretenir de manière itérative une relation constructive avec les parties prenantes tout au long du projet, y compris la gestion, l'évaluation et le suivi des risques des effets environnementaux et sociaux. Actuellement en cours de mise en œuvre à travers des sensibilisations des populations affectées par le projet, des formations en matière de sauvegarde environnementale, sociale et VBG au sein des communautés et des entreprises travaillant pour le projet.
- ✓ Le Cadre de Gestion Environnemental et Social (CGES) : le CGES est conçu comme étant un mécanisme de catégorisation des risques et impacts environnementaux et sociaux des investissements et activités non encore clairement définis durant l'évaluation du projet considéré. Il a donc comme objectif de déterminer un processus de sélection environnementale et sociale qui permettra aux institutions chargées de la mise en œuvre du projet de disposer d'un cadre pour pouvoir identifier, évaluer, réduire, atténuer et/ou compenser les risques et impacts environnementaux et sociaux potentiels des activités de chaque sous-projet prévues au stade de planification. Actuellement en cours de la mise en œuvre chaque sous projet est soumis à une étude préliminaire environnementale et sociale (fiche de filtration) afin de pouvoir proposer un plan de gestion adapté.
- ✓ Le Cadre de Réinstallation (CR) : » le CR est un instrument à utiliser tout au long de l'exécution du projet. Le CR définit les objectifs et principes de réinstallation, les dispositions organisationnelles et les mécanismes de financement pour toute réinstallation, qui peuvent être nécessaires pendant la mise en œuvre du projet. Actuellement la composante I dite de logement ainsi que la composante II sur la réhabilitation routière nécessite un Plan de Réinstallation d'où la nécessité de recruter un expert en matière de réinstallation.

- ✓ Le Plan d'Engagement Environnemental et Social (PEES) : énonce les mesures et actions importantes, les documents ou plans spécifiques, ainsi que l'échéance pour chacun d'entre eux. Le PEES est mise à jour chaque trimestre pour permettre d'apprécier l'état d'avancement des aspects environnementaux et sociaux de chaque trimestre ; toujours en annexe sur le rapport trimestriel environnemental et social ainsi que sur le rapport semestriel du projet.
- ✓ Les Procédures de Gestion de la Main d'œuvre (PGMO) qui ont pour objet de faciliter la planification et la mise en œuvre du projet. Elles permettent de déterminer les besoins de main-d'œuvre et les risques associés au projet, et aident l'Emprunteur à identifier les ressources nécessaires pour résoudre les problèmes concernant la main-d'œuvre du projet. Elles constituent un document vivant établi au début de la préparation du projet, qui est réexaminé et mis à jour tout au long de l'élaboration et la mise en œuvre de celui-ci, actuellement en cours de mise en œuvre.
- ✓ Le Plan d'action contre les Violences Basées sur le Genre est déjà en cours de mise en œuvre ; nous pouvons noter la signature des codes de conduites de tous les employés du projet, formation à l'endroit des comités de gestion des plaintes sur les questions de risques des Violences Basées sur le Genre notamment sur les Exploitations et Atteintes Sexuels et les Harcèlements Sexuels, sensibilisation et mobilisation des risques VBG EAS et HS probables du projet.
- ✓ Le Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) suite à sa validation officielle est actuellement en cours de mise en œuvre : mise en place effective des comités de gestion des plaintes à travers des cérémonies dans l'ensemble des îles, des formations ainsi que la préparation des astuces susceptibles de faciliter l'enregistrement et suivi ont été bien effectués durant ce semestre et actuellement nous avons enregistré une cinquantaine de plaintes qui sont déjà traités et une dizaine en cours de traitement.

2. Incidents Environnementaux & Sociaux

Nous notons durant ce semestre qu'aucun incident n'a été signalé.

3. Évaluation d'impact et gestion de risque E&S

Durant ce semestre quatre (3) fiches de filtration ont été réactualisée dans le cadre de l'aménagement côtier et de construction des digues de protection côtière prévu dans la sous-composante II.

- (1) Une fiche pour Anjouan/ Ouani
- (1) Une fiche pour Mohéli/Nioumachoua
- (1) Une fiche pour Mohéli/Djoiezi

4. Progrès et conformité avec les points d'action du PEES

- Organisation des réunions hebdomadaires avec l'équipe de la Banque Mondiale pour analyser l'état d'avancement du projet et trouver les solutions pour accélérer la mise en œuvre du projet.
- Organisation également des réunions avec les directions techniques concernées directement par le projet (DATUH, DGEAT, UN habitat, DGRTR, DGSC, LNTPB et SG-MATUAFTT) au moins une réunion par semaine est organisée pour mobiliser et sensibiliser les parties prenantes concernées directement par le projet sur l'état d'avancement des activités du projet ;
- Mise en œuvre du Plan d'action VBG : des séances de formation, de mobilisation des EAS et HS sont organisées par trimestre au profit des bénéficiaires et des travailleurs du

projet, des codes de conduite sont signés par tous les personnels du projet dans le but de garantir une conduite au travail convenable.

- Mise en œuvre du Mécanisme de Gestion des Plaintes : pour se faire, trois étapes sont procédées.
 - Enregistrement de la plainte (à l'UGP, ONG de facilitation social, téléphone ou sur notre page Facebook)
 - Traitement de la plainte
 - Archivage de la plainte

- Elaboration des Plan de Gestion Environnemental et Social Entreprises (PGES-E) relatives à la construction des entrepôts et citernes d'eau de la Direction Générale de la Sécurité Civile (DGSC) par les entreprises adjudicataires des marchés travaux.
- Documents Cadres du projet régional portant RESILIENCE CLIMATIQUE, publication du manuel sur le site du PFSS suite à sa validation par la Banque Mondiale et sa mise en œuvre s'en est suivi.
- Formations VBG : Des séances de formation relatives aux codes de conduite et aux EAS/HS sont organisées à l'endroit des entreprises de construction et du personnel du projet ;
- Les CHR et AVH durant ce semestre l'UGP en collaboration avec les structures communales et villageoises ont appuyé l'UGP pour les activités relatives aux démonstrations des modèles types de plans des logements et à l'obtention des actes de notoriété publique.
- Mise en œuvre PMPP (sensibilisation relative aux travaux de construction des logements pour la première phase)
- Recrutement d'une firme de communication : actuellement en cours d'évaluation des offres techniques et financière.

5. Progrès et conformité avec les termes de références EIES/PAR

Durant ce semestre nous avons finalisé et validé au niveau de la Banque Mondiale les termes de références actualisés de la RN2-RN3, des logements et de l'aménagement côtier.

6. Acquisition de terres et réinstallation involontaire (sans objet)

7. Engagement des parties prenantes, consultation publique et divulgation

Sensibilisations avant le démarrage des travaux :

Dans le cadre de la construction des infrastructures de la DGSC nous avons réalisé durant ce semestre une mission de sensibilisation au droit des personnels du chantier avant le démarrage effectif des travaux.

Consultations publiques avant la réalisation des études techniques :

Dans le cadre de la construction des entrepôts et citernes d'eau dans les locaux de la DGSC, des consultations publiques ont été réalisées au sein des localités concernées dans le but de s'assurer qu'aucune revendication ou problème foncier ne viennent paralyser les travaux.

8. Mécanisme de règlement des griefs et affaires judiciaires

Au cours de ce semestre une plainte d'une ancienne figurante dans la liste des sinistrées à réhabiliter, exclue des suites aux dernières enquêtes de ciblage et autres, a été transmise à l'UGP pour traitement et suite à donner. Cependant, des nombreuses formations sont programmées prochainement.

9. Formation mises en place et prévues

Formations mises en place

- Un atelier de formation sur le CES (Cadre Environnemental et Social) dispensé par les experts de la banque mondiale, du 08 au 12 Avril 2023 est réalisé à l'hôtel Retaj Moroni dont une vingtaine (20) des spécialistes en sauvegardes environnementale et sociale des différentes UGP des projets financés par la banque mondiale ont été formés et certifiés à la fin de la formation.
- Un atelier de formation non certifiée sur la GIZC (Gestion Intégrée des Zones Côtières) été effectué à l'hôtel Retaj Moroni dispensé par l'Artelia à travers ses experts (Mathieu Ducrocq et Aurélie) durant ce semestre dont une trentaine (30) des personnes a été formée venant de par les îles et dans les communes élues pour les travaux d'aménagement côtier.

Formations prévues pour l'UGP

- Engagement des parties prenantes
- Examen environnemental et social des sous-projets
- Construction d'habitat résilient
- Santé et sécurité pour les travailleurs et pour les communautés
- Préparation et intervention en cas d'urgence
- Atténuation des risques de violence basée sur le genre
- Formation sur l'inclusion des personnes handicapées
- Gestion des griefs
- Mise en œuvre, suivi et reporting des PGES-C, procédures de gestion des travailleurs, réinstallation, etc.

Formations prévues à l'intention de la population

- Sensibilisation et prévention des maladies transmissibles : VIH/SIDA/MST
- Sensibilisation à la VBG/EAS/HS et à la protection de l'enfance
- Mécanisme de règlement des griefs comme décrit dans le cadre du PMPP/CGES/MGP
- Consignes de sécurité routière

Etat d'avancement des mesures de sauvegardes environnementales et sociales

Durant ce semestre, le pôle Environnemental et Social du projet s'est surtout basé sur la sensibilisation des Parties Prenantes avant le démarrage des travaux de construction des infrastructures de la DGSC, la démonstration des modèles de plans types des logements, la finalisation des termes de références (EIES/PAR), la prise en compte des commentaires de la Banque relatifs aux TDRs, l'assistance aux formations de Cadre Environnemental et Social (CES), Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC) ; la mise en œuvre et la pérennisation du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) et du Plan d'Action contre les Violences Basées sur le Genre (PAVBG).

Au cours de ce semestre, suite aux signatures des contrats des entreprises de construction pour les travaux de construction des infrastructures de la DGSC (Entrepôts et réservoirs d'eau) une série de sensibilisation est effectuée au sein des localités bénéficiaires avant le démarrage des travaux. A cela s'est ajoutée une série de

formation toujours en cours sur la sauvegarde environnementale et sociale et sur les Violences Basées sur le Genre.

10. Résumé des principaux aspects liés à la gestion de risques environnementaux et sociaux

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Relèvement Post Kenneth et de Résilience, voici donc les documents cadres élaborer pour atténuer, minimiser, réduire ou éviter les risques environnementaux et sociaux :

- ✓ Le Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) : Le PMPP a pour but de développer et d'entretenir de manière itérative une relation constructive avec les parties prenantes tout au long du projet, y compris la gestion, l'évaluation et le suivi des risques des effets environnementaux et sociaux. Actuellement en cours de mise en œuvre à travers des sensibilisations des populations affectées par le projet, des formations en matière de sauvegarde environnementale, sociale et VBG au sein des communautés.
- ✓ Le Cadre de Gestion Environnemental et Social (CGES) : le CGES est conçu comme étant un mécanisme de catégorisation des risques et impacts environnementaux et sociaux des investissements et activités non encore clairement définis durant l'évaluation du projet considéré. Il a donc comme objectif de déterminer un processus de sélection environnementale et sociale qui permettra aux institutions chargées de la mise en œuvre du projet de disposer d'un cadre pour pouvoir identifier, évaluer, réduire, atténuer et/ou compenser les risques et impacts environnementaux et sociaux potentiels des activités de chaque sous-projet prévues au stade de planification. Actuellement en cours de mise en œuvre chaque sous projet est soumis à une étude préliminaire environnementale et sociale (fiche de filtration) afin de pouvoir proposer un plan de gestion adapté.
- ✓ Le Cadre de Réinstallation (CR) : » le CR est un instrument à utiliser tout au long de l'exécution du projet. Le CR définit les objectifs et principes de réinstallation, les dispositions organisationnelles et les mécanismes de financement pour toute réinstallation, qui peuvent être nécessaires pendant la mise en œuvre du projet. Actuellement la composante I dite de logement ainsi que la composante II sur la réhabilitation routière nécessite un Plan de Réinstallation d'où la nécessité de recruter un expert en matière de réinstallation.
- ✓ Le Plan d'Engagement Environnemental et Social (PEES) : énonce les mesures et actions importantes, les documents ou plans spécifiques, ainsi que l'échéance pour chacun d'entre eux. Le PEES est mise à jour chaque trimestre pour permettre d'apprécier l'état d'avancement des aspects environnementaux et sociaux de chaque trimestre ; toujours en annexe sur le rapport trimestriel environnemental et social ainsi que sur le rapport semestriel du projet.
- ✓ Les Procédures de Gestion de la Main d'œuvre (PGMO) qui ont pour objet de faciliter la planification et la mise en œuvre du projet. Elles permettent de déterminer les besoins de main-d'œuvre et les risques associés au projet, et aident l'Emprunteur à identifier les ressources nécessaires pour résoudre les problèmes concernant la main-d'œuvre du projet. Elles constituent un document vivant établi au début de la préparation du projet, qui est réexaminé et mis à jour tout au long de l'élaboration et la mise en œuvre de celui-ci. Actuellement au niveau du bureau régional pour une validation finale avant sa mise en œuvre (activité en retard).
- ✓ Le Plan d'action contre les Violences Basées sur le Genre est déjà en cours de mise en œuvre ; nous pouvons noter la signature des codes de conduites de tous les employés du projet, formation à l'endroit

des comités de gestion des plaintes sur les questions de risques des Violences Basées sur le Genre notamment sur les Exploitations et Atteintes Sexuels et les Harcèlements Sexuels, sensibilisation et mobilisation des risques VBG EAS et HS probables du projet.

- ✓ Le Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) suite à sa validation officielle est actuellement en cours de mise en œuvre : mise en place effective des comités de gestion des plaintes à travers des cérémonies dans l'ensemble des îles, des formations ainsi que la préparation des astuces susceptibles de faciliter l'enregistrement et suivi ont été bien effectués durant ce semestre.

11. Incidents Environnementaux & Sociaux

Nous notons durant ce semestre qu'aucun incident n'a été signalé.

12. Évaluation d'impact et gestion de risque E&S

Durant ce semestre nous avons affiné les Clauses Environnementales et Sociales à intégrer dans le DAO des logements de la tranche ferme en prenant en compte les commentaires de la Banque Mondiale ; et qui a eu déjà sa validation au niveau du bureau régionale de la Banque. Il s'agit dans cette phase d'un non besoin d'élaboration d'une EIES/PGES-Projet, toutefois, il est recommandé à l'entreprise d'établir un PGES-Chantier.

En outre, l'entreprise adjudicataire établira un PGES-C des logements, le soumettre à la mission de contrôle (MDC) et au client particulièrement au pôle de sauvegardes environnementale et sociale pour validation.

13. Progrès et conformité avec les points d'action du PEES

- Organisation de réunion hebdomadaire avec l'équipe de de la Banque Mondiale les directions techniques concernées directement par le projet (DATUH, DGEAT, UN habitat, DGRTR, DGSC et LNTPB) au moins une réunion par semaine est organisée pour mobiliser et sensibiliser les parties prenantes concernées directement par le projet sur l'état d'avancement des activités du projet ;
- Mise en œuvre du Plan d'action VBG : formations, sensibilisations, pérennisation ;
- Mise en œuvre du Mécanisme de Gestion des Plaintes : mise en place des comités de gestion des plaintes à travers des cérémonies, suivi par des formations ;
- Elaboration des fiches de filtration et du Plan de Gestion Environnemental et Social relatives à la construction des entrepôts et citernes d'eau de la Direction Générale de la Sécurité Civile (DGSC)
- PGMO finalisé suite aux prises en compte des commentaires de la Banque en attente du retour de la validation finale du
- Formations VBG : Des séances de formation relatives aux codes de conduite et aux EAS/HS sont organisées durant à l'endroit des entreprises de construction et du personnel du projet ;
- Mise en place des comités habitats résilients composante logement suivi par des séances de formations)


- Mise en œuvre PMPP (sensibilisation relative aux travaux des infrastructures communautaires et consultations publiques relative à la construction d'entrepôts et citernes de la DGSC)
- Recrutement récent d'une firme de communication est fait et le groupement ARCAMED-NEXTEZ est le nouveau cabinet de communication du projet PRPKR :
 - Activités réalisées au courant du semestre
 - Etablissement et transmission de la note d'orientation méthodologique à l'UGP-Banque,
 - Réalisation des films et interviews des activités du projet notamment : les travaux de construction des infrastructures de la DGSC, les mini-ateliers de sensibilisation et d'information sur la validation du L6 faits dans les localités bénéficiaires des travaux d'aménagement côtiers, et l'atelier de formation sur la GIZC (Gestion Intégrée des Zones Côtières).
- Recrutements consultants EIES/PAR : transmission des TDRs à la Banque pour ANO

14. Progrès et conformité avec les plans de gestion environnementale et sociale PGES

En ce qui concerne les PGES-E des infrastructures de la DGSC, établis par les différentes entreprises adjudicataires des marchés sont transmis à l'UGP et d'autres sont en cour.

- SUIVI DU PEES

Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience (P171361) Plan d'engagement environnemental et social Rapport semestriel de suivi relatif à la gestion de risques Environnementaux et Sociaux Janvier/Juin 2023		
Résumé des mesures et des actions concrètes visant à atténuer les risques et les impacts environnementaux et sociaux potentiels du projet	Activités mises en place pendant la période rapportée	Personnel ou Entité(s) en charge
SUIVI ET PRÉPARATION DE RAPPORTS		
<p>RAPPORTS RÉGULIERS : Préparer et soumettre à l'Association des rapports de suivi réguliers sur la performance environnementale, sociale, sanitaire et de sécurité (ESSS) du projet, y compris, mais sans s'y limiter, à la mise en œuvre du PEES, l'état de préparation et de la mise en œuvre des documents environnementaux et sociaux (E&S) requis par le PEES, les activités d'engagement des parties prenantes, le fonctionnement du/des mécanisme(s) de griefs, la mise en place du CGES, des PGES, et la mise en place des PR.</p>	<p>(2) Rapports trimestriels de suivi relatif à la gestion de risques environnementaux et sociaux</p>	<p>Entité en charge : Équipe environnementale et sociale de l'UGP Responsable : Coordinateur de l'UGP Financement : Fonds alloués au projet</p>
<p>NOTIFICATION DES INCIDENTS ET DES ACCIDENTS : Notifier sans délai tout incident ou accident en lien avec le Projet, ou ayant une incidence sur celui-ci, qui a ou est susceptible d'avoir de graves répercussions sur l'environnement, les communautés touchées, le public ou les travailleurs, y compris, mais sans s'y limiter, toute allégation de violence basée sur le genre, d'accidents du travail ou de décès liés au projet, de grèves et de troubles sociaux. Fournir des détails suffisants sur l'incident ou l'accident, en indiquant les mesures prises sans délai pour y faire face, et en incluant les informations mises à disposition par tout fournisseur ou prestataire ainsi que par l'entité de supervision, le cas échéant. Par la suite, à la demande de l'Association, préparer un rapport sur l'incident ou l'accident et proposer des mesures pour éviter qu'il ne se reproduise.</p>	<p>Aucun incident</p>	<p>Entité en charge : Équipe environnementale et sociale de l'UGP Responsable : Coordinateur de l'UGP Financement : Fonds alloués au projet</p>

	<p>RAPPORTS MENSUELS DES ENTREPRENEURS : Les rapports mensuels du contractant seraient soumis à l'Association par l'Emprunteur sur demande.</p>	<p>Une méthode d'archivage des rapports mensuels des entrepreneurs est déjà mise en place en cas de demande</p> <p>Méthode d'archivage en deux niveaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le contrat du prestataire exige les rapports mensuels avant tout paiement • L'UGP analyse les rapports avant de passer au paiement ; une fois validé sous la supervision de l'équipe de la BM l'UGP procède à son archivage 	<p>Entité en charge : Équipe environnementale et sociale de l'UGP Responsable : Coordinateur de l'UGP Financement : Fonds alloués au projet</p>
	<p>SURVEILLANCE PAR UNE TIERCE PARTIE : Un agent de vérification indépendant (AVI) sera engagé pour effectuer un examen indépendant du rendement environnemental et social des sous-projets, y compris le respect de tous les aspects du Manuel des opérations du projet.</p>	<p><i>Sans objet</i></p>	<p>Entité en charge : Équipe environnementale et sociale de l'UGP Responsable : Coordinateur de l'UGP Financement : Fonds alloués au projet</p>
<p>NES 1 : ÉVALUATION ET GESTION DES RISQUES ET EFFETS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX</p>			
	<p>STRUCTURE ORGANISATIONNELLE : L'Union des Comores établira et tiendra à jour une structure organisationnelle constituée d'un personnel qualifié (un spécialiste environnemental et un spécialiste social) en vue d'appuyer la gestion des risques environnementaux et sociaux.</p> <p>L'Union des Comores mobilisera le personnel supplémentaire nécessaire pour des affectations à court ou à long terme conformément à l'évaluation ou aux besoins</p>	<p> Structure Organisationnelle déjà mis en place:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Spécialiste Social et en engagement des parties prenantes ; - Expert environnemental ; - Expert junior VBG ; 	<p>Entité en charge : Équipe environnementale et sociale de l'UGP Responsable : Coordinateur de l'UGP Financement : Fonds alloués au projet</p>

	<p>institutionnels du CGES, y compris des spécialistes sur les sujets suivants : violence basée sur le genre et exploitation et sévices sexuelles (VBG/ESS), conditions de travail (sécurité et de santé), et inclusion sociale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Expert senior social International (Un (1) an de service contrat expiré le 24 Novembre 2021) - Cabinet de facilitation sociale (25 Personnes) ✚ Structure Organisationnelle en cours de recrutement - Cabinet de communication (Finalisation des TDRs en cours) - Cabinet d'audit environnemental et social - Recrutement d'un expert en PAR pour la composante I (logement) 	
	<p>COMITÉS HABITAT : Établir des Comités Habitat composés (entre autres) de représentantes des groupes locaux de femmes pour s'assurer que les femmes sont représentées de manière significative dans les processus de consultation et de formalisation des titres fonciers.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Arrêté signé • Règlement intérieur validé • Mise en place effective effectuée 	<p>Entité en charge : Équipe environnementale et sociale de l'UGP/Cabinet de facilitation sociale Responsable : Coordinateur de l'UGP Financement : Fonds alloués au projet</p>
	<p>ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE : Finaliser, adopter et mettre en œuvre le Cadre de gestion environnementale et sociale (CGES) et le Cadre de réinstallation (CR) qu'ont été préparés pour le projet, d'une manière acceptable pour l'Association.</p>	<p>CGES en cours de mise en œuvre</p> <p>Tous les aspects du CGES sont bien pris en compte durant la mise en œuvre du projet</p> <p>Au niveau de la composante I Les TDRs sont déjà validés pour le recrutement d'un consultant spécialiste en réinstallation</p> <p>Au niveau de la composante II : Sur la réhabilitation de la RN2/RN3 un cabinet est recruté non seulement pour réaliser les EIES mais également pour élaborer le PAR et ça sera aussi le cas pour la</p>	<p>Entité en charge : Équipe environnementale et sociale de l'UGP Responsable : Coordinateur de l'UGP Financement : Fonds alloués au projet</p>

		protection côtière (Construction de Dignes de protection)	
	OUTILS ET INSTRUMENTS DE GESTION : Examiner préalablement tout sous-projet proposé conformément au Cadre de gestion environnementale et sociale (CGES) préparé pour le projet et, par la suite, rédiger, adopter et mettre en place les instruments relatifs aux sous-projets conformément au CGES et d'une manière acceptable pour l'Association.	Chaque sous projet à réaliser est soumis d'abord à une analyse environnementale et sociale préalable pour identifier les risques probables (fiche de filtration) et puis développer les outils de gestion adaptés (PGES)	Entité en charge : Équipe environnementale et sociale de l'UGP Responsable : Coordinateur de l'UGP Financement : Fonds alloués au projet
	GESTION DES FOURNISSEURS ET PRESTATAIRES : Incorporer les aspects pertinents du PEES, y compris les documents et/ou plans environnementaux et sociaux pertinents et les procédures de gestion des travailleurs, dans les spécifications environnementales, sociales, sanitaires, et sécuritaires (ESSS) des documents de passation de marchés avec les contractants. L'Union des Comores s'assurera que les entrepreneurs se conforment aux spécifications ESSS de leurs contrats respectifs d'une manière acceptable pour l'Association. Par la suite, l'Union des Comores s'assurera que les entrepreneurs se conforment aux spécifications ESSS de leurs contrats respectifs.	Toutes les exigences du PEES, sont toujours intégrées dans tous les dossiers d'appels d'offre pour permettre aux prestataires de prendre connaissance	Entité en charge : Équipe environnementale et sociale de l'UGP Responsable : Coordinateur de l'UGP Financement : Fonds alloués au projet
	PERMIS, APPROBATIONS ET AUTORISATIONS : Obtenir ou aider à obtenir, le cas échéant, les permis, les approbations et les autorisations applicables au projet auprès des autorités nationales compétentes. Respecter ou veiller à faire respecter, le cas échéant, les conditions associées à ces permis, approbations et autorisations tout au long de la mise en œuvre du Projet. Obtenir le certificat de conformité environnementale du Ministère de l'environnement conformément à la Loi-cadre sur l'environnement de l'Union des Comores.	Nomination d'un point focal au Ministère de l'environnement et un autre au Ministère de la santé, de la solidarité et du genre pour faciliter les permis, les approbations et les autorisations applicables au projet auprès des autorités nationales compétentes.	Entité en charge : Équipe environnementale et sociale de l'UGP Responsable : Coordinateur de l'UGP Financement : Fonds alloués au projet

	<p>RÉPONSE D'URGENCE ÉVENTUELLE : En cas d'urgence menant à l'activation de la composante de contingence d'intervention d'urgence du projet (sous-composante 3.3, les instruments et les mesures nécessaires seront élaborés au besoin avant d'entreprendre les activités d'intervention d'urgence, afin d'assurer la conformité aux NES.</p>	<p>Un document nommé CERC a été élaboré et sera mise en œuvre une fois que l'activation de la composante d'urgence du projet sera lancée</p>	<p>Entité en charge : Équipe environnementale et sociale de l'UGP Responsable : Coordinateur de l'UGP Financement : Fonds alloués au projet</p>
<p>NES 2 : EMPLOI ET CONDITIONS DE TRAVAIL</p>			
	<p>PROCÉDURES DE GESTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE : Finaliser, adopter et mettre en œuvre les procédures de gestion des travailleurs (PGT) qui ont été élaborées pour le projet.</p> <p>Des codes de conduite seront exigés pour tous les entrepreneurs et sous-traitants et leurs travailleurs.</p>	<p>PGMO élaboré et validé par les parties prenantes de manière participative et inclusive à travers des ateliers organisés dans l'ensemble des îles.</p> <p>(Document finalisé est au niveau de la BM pour la validation finale du Bureau Régional)</p> <p>Le personnel de l'UGP et d'autres personnels du projet ont déjà signés leurs codes de conduite et archivés</p>	<p>Entité en charge : Équipe environnementale et sociale de l'UGP Responsable : Coordinateur de l'UGP Financement : Fonds alloués au projet</p>
	<p>MÉCANISME DE GESTION DES PLAINTES DES TRAVAILLEURS DU PROJET : Établir, maintenir et rendre opérationnel un mécanisme de gestion des plaintes pour les travailleurs du Projet, tel que décrit dans le PGT et conforme à la NES2.</p>	<p>Un Mécanisme de Gestion des Plaintes des Travailleurs du projet est élaboré et insérer sur le PGMO</p>	<p>Entité en charge : Équipe environnementale et sociale de l'UGP Responsable : Coordinateur de l'UGP Financement : Fonds alloués au projet</p>
	<p>MESURES DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL (SST) : Préparer, adopter et appliquer les mesures de santé et de sécurité au travail (SST) précisées dans le PGES.</p>	<p>Chaque PGES conçu les mesures de santé et de sécurité au travail sont toujours précisées</p>	<p>Entité en charge : Équipe environnementale et sociale de l'UGP Responsable : Coordinateur de l'UGP Financement : Fonds alloués au projet</p>

	<p>PRÉPARATION ET RÉPONSE AUX SITUATIONS D'URGENCE : Dans le cadre des mesures de SST précisées à la section 2.3, inclure des dispositifs de préparation et de réponse aux situations d'urgence. Veiller à ce que les travailleurs et les entrepreneurs soient formés et à ce que le plan soit mis en œuvre.</p>	<p>Un programme de formation est déjà en cours à l'endroit des entrepreneurs et des travailleurs</p>	<p>Entité en charge : Équipe environnementale et sociale de l'UGP Responsable : Coordinateur de l'UGP Financement : Fonds alloués au projet</p>
NES 3 : UTILISATION RATIONNELLE DES RESSOURCES ET PRÉVENTION ET GESTION DE LA POLLUTION			
	<p>GESTION DES DÉCHETS ET DES MATIÈRES DANGEREUSES : Dans le cadre du PGES, élaborer et mettre en œuvre des mesures et actions permettant de gérer les déchets et les matières dangereuses durant les phases de démolition, de construction et de réception, et les autres mesures pertinentes de prévention et de réduction de la pollution.</p>	<p>Des mesures de gestion des déchets et des matières dangereuses sont toujours intégrées dans les PGES</p>	<p>Entité en charge : Équipe environnementale et sociale de l'UGP Responsable : Coordinateur de l'UGP Financement : Fonds alloués au projet</p>
NES 4 : SANTÉ ET SÉCURITÉ DES POPULATIONS			
	<p>CIRCULATION ET SÉCURITÉ ROUTIÈRE : Adopter et mettre en œuvre des mesures et des actions permettant d'évaluer et de gérer les risques liés à la circulation et à la sécurité routière comme l'exigent les PGES qui seront élaborés au titre de la mesure 1.3 ci-dessus.</p>	<p>Des mesures de sécurité liés à la circulation et à la sécurité routière sont et seront toujours intégrées dans les PGES</p>	<p>Entité en charge : Équipe environnementale et sociale de l'UGP Responsable : Coordinateur de l'UGP Financement : Fonds alloués au projet</p>
	<p>SANTÉ ET SÉCURITÉ DES POPULATIONS : Préparer, adopter et mettre en œuvre des mesures et des actions pour évaluer et gérer les risques et les impacts spécifiques pour la communauté découlant des activités du projet, y compris le comportement des travailleurs du projet et les risques d'afflux de main-d'œuvre, et inclure ces mesures dans les PGES d'une manière acceptable pour l'Association.</p>	<p>Des mesures de protection sont et seront toujours préparées dans chaque sous projet et seront intégrées dans les PGES</p>	<p>Entité en charge : Équipe environnementale et sociale de l'UGP Responsable : Coordinateur de l'UGP Financement : Fonds alloués au projet</p>

	<p>RISQUES DE VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE, D'EXPLOITATION ET DE SÉVICES SEXUELS : Préparer, adopter et mettre en œuvre un Plan d'action autonome contre la violence basée sur le genre (Plan sur la VBG) pour évaluer et gérer les risques de violence basée sur le genre (VBG) et d'exploitation et sévices sexuels (ESS).</p>	<p>Plan d'Action VBG validé et publié sur le site du projet PFSS et sur le site de la BM</p>	<p>Entité en charge : Équipe environnementale et sociale de l'UGP Responsable : Coordinateur de l'UGP Financement : Fonds alloués au projet</p>
	<p>RISQUES DE VBG ET D'ESS PENDANT LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET : Il y aura des procédures de VBG en place, y compris la formation et le suivi avant et pendant l'exécution du projet. Ceci sera défini dans le CGES et dans un Plan d'action contre la VBG.</p>	<p>Durant ce trimestre, une série de formation VBG est toujours en cours de réalisation à l'endroit des entrepreneurs et travailleurs chargés des travaux de réhabilitation des infrastructures communautaires et ainsi qu'aux consultant chargés de ces d'études</p>	<p>Entité en charge : Équipe environnementale et sociale de l'UGP Responsable : Coordinateur de l'UGP Financement : Fonds alloués au projet</p>
	<p>PERSONNEL DE SÉCURITÉ : Préparer, adopter et mettre en œuvre un Plan autonome de gestion du personnel de sécurité conforme aux exigences du NES4 et d'une manière acceptable pour l'Association.</p>	<p>Plan autonome de gestion du personnel de sécurité en cours d'élaboration au niveau de l'UGP</p>	<p>Entité en charge : Équipe environnementale et sociale de l'UGP Responsable : Coordinateur de l'UGP Financement : Fonds alloués au projet</p>
	<p>FORMATION À L'INTENTION DES POPULATIONS : Organiser des formations à l'intention des communautés afin de la sensibiliser davantage aux risques et aux impacts environnementaux et sociaux et aux mesures d'atténuation, y compris des formations sur (liste non exhaustive) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation et prévention des maladies transmissibles : VIH/SIDA/MST - Sensibilisation à la VBG/ESS et à la protection de l'enfance - Mécanisme de règlement des griefs comme décrit dans le cadre du PMPP/CGES - Consignes de sécurité routière 	<p>Programme de renforcement des capacités déjà en cours de mise en oeuvre</p>	<p>Entité en charge : Équipe environnementale et sociale de l'UGP Responsable : Coordinateur de l'UGP Financement : Fonds alloués au projet</p>

NES 5 : ACQUISITION DE TERRES, RESTRICTIONS À L'UTILISATION DE TERRES ET RÉINSTALLATION INVOLONTAIRE

	CADRE DE RÉINSTALLATION : Préparer, adopter et mettre en œuvre le Cadre de réinstallation (CR) qui a été préparé pour le projet d'une manière acceptable pour l'Association.	Analyse de CV en cours au niveau de l'UGP pour le recrutement d'un spécialiste en réinstallation	Entité en charge : Équipe environnementale et sociale de l'UGP Responsable : Coordinateur de l'UGP Financement : Fonds alloués au projet
	PLANS DE RÉINSTALLATION : Préparer, adopter et mettre en œuvre les plans de réinstallation (PR) conformément à la NES 5 et conformément aux exigences du Cadre de réinstallation (CR) qui a été préparé pour le projet, puis adopter et mettre en œuvre les PR respectifs avant de réaliser les activités connexes, d'une manière acceptable pour l'Association.	<i>Sans objet</i>	Entité en charge : Équipe environnementale et sociale de l'UGP Responsable : Coordinateur de l'UGP Financement : Fonds alloués au projet
	SUIVI DE LA RÉINSTALLATION : Préparer et soumettre à l'Association des rapports de suivi réguliers sur la mise en œuvre du PAR. Engager un expert-conseil ou un cabinet d'experts-conseils indépendant en réinstallation pour entreprendre un rapport de vérification d'achèvement de la réinstallation pour chaque PR et combler toute lacune relevée à la satisfaction de l'Association.	<i>Sans objet</i>	Entité en charge : Équipe environnementale et sociale de l'UGP Responsable : Coordinateur de l'UGP Financement : Fonds alloués au projet
NES 6 : PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ ET GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES BIOLOGIQUES			
	RISQUES ET EFFETS SUR LA BIODIVERSITÉ : Les instruments des sous-projets évalueront et proposeront des mesures pour gérer les risques et les impacts sur les habitats naturels conformément aux exigences de la présente NES et d'une manière acceptable pour l'Association.	<i>Sans objet</i>	Entité en charge : Équipe environnementale et sociale de l'UGP Responsable : Coordinateur de l'UGP Financement : Fonds alloués au projet
NES 8: PATRIMOINE CULTUREL			

	DÉCOUVERTES FORTUITES : Préparer, adopter et mettre en œuvre la procédure des trouvailles fortuites décrite dans les CGES / PGES élaborés pour le projet.	<i>Sans objet</i>	Entité en charge : Équipe environnementale et sociale de l'UGP Responsable : Coordinateur de l'UGP Financement : Fonds alloués au projet
NES 10 : MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES ET INFORMATION			
	MÉCANISME DE GESTION DES PLAINTES DU PROJET : Établir, maintenir et rendre opérationnel un mécanisme de gestion des plaintes du Projet.	Au cours de ce trimestre, l'UGP s'est surtout basée sur l'opérationnalisation des comités de gestion nous comptons actuellement une dizaine de comités déjà opérationnelles au niveau de l'archipel	Entité en charge : Équipe environnementale et sociale de l'UGP Responsable : Coordinateur de l'UGP Financement : Fonds alloués au projet

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Au terme du premier semestre de l'année 2023, le projet PRPKR a enregistré de progrès notable notamment la réalisation des travaux d'infrastructures communautaires, les études de diagnostics côtière, la clarification de plus en plus du programme logement. Le taux de décaissement par rapport aux prévisions pour le semestre se situe globalement à 21,65% porté par les composantes : composante 1 (28,54%), composante 2 (5,6%), composante 3 (15,87%) et composante 4 (101,71%). Par contre la composante 4 se situe à hauteur de 101,71 % du fait des imprévus liés à des paiements des voyages à l'étranger du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme chargé des Affaires Foncières et Transports Terrestres (MATUAFTT) d'une part et d'autre part des voyages dans les îles des responsables du ministère de l'Education Nationale, ayant participé à des missions de réceptions provisoires des réhabilitations des infrastructures communautaires plus particulièrement des écoles primaires, maternels et un collège.

Actuellement, le projet a lancé le démarrage des travaux pour certaines infrastructures de la DGSC (2 hangars et 2 citernes à Mwali, 2 hangars et 2 citernes à Ndzuaniau) mois d'avril et mai 2023. Toutefois, les travaux des autres infrastructures de la DGSC n'ont pas démarré pour des raisons, techniques et sociales.

Le non-respect du contrat relatif aux études techniques APD et DAO de la route RN2-RN3 par cabinet (PROSPECTIVA) a fait freiner cette grande activité. Toutefois, l'UGP a reçu l'accord de principe de la Banque Mondiale de résilier leur contrat, réviser les termes de références et relancer le processus de recrutement d'un autre consultant pour réaliser les études techniques APD, DAO et la supervision des travaux du projet de réhabilitation de la route national RN2 ET RN3 du tronçon routier (Mtsangadjou-Dimani-Mohoro).

Le programme de logement se précisera davantage avec le recrutement imminent du cabinet Scet-Tunisie assurant la mission d'Assistance technique à la maîtrise d'ouvrage et du cabinet d'étude Igeotec/Barge

Il convient de rappeler que pendant ce semestre, le projet était confronté à des problèmes notamment la situation de cacophonie et de la complexité autour du programme logement. Cette situation a ralenti sensiblement la vitesse d'exécution du projet en particulier de la composante 1 et certains retards non moindres des cabinets et consultants dans l'exécution de leurs tâches contractuelles au titre de l'UN-Habitat et du Cabinet Prospectiva en charge de l'étude routière.

Par contre le volet de la protection côtière, il y a une parfaite coordination entre l'assistance technique et le cabinet Egis, ce qui induit une exécution dans les délais impartis de l'étude.

Afin d'améliorer le bon fonctionnement du projet et la mise en œuvre des différentes activités, les recommandations suivantes sont formulées :

- Parachever le processus de bénéficiaires du programme logement et diligenter les EIES/PGES pour démarrer les chantiers des maisons en août 2023 ;
- Diligenter les solutions sur les problèmes techniques et sociaux relatifs aux travaux des autres infrastructures (entrepôts et citernes) de la DGSC dans l'optique de démarrer rapidement les travaux des autres infrastructures au meilleur délai ;
- Lancer les TDRs pour le relancement des études techniques APD et DAO de la route RN2-RN3 ;
- Finaliser le recrutement du cabinet en charge des études techniques APD et DAO de la route RN2-RN3 ;
- Partager avec la Banque le rapport APD pour chaque site et les TDRs de prestation de supervision et de contrôle des travaux côtiers (livrable L8) ;
- Finaliser et lancer les DAO ;
- Finaliser le contrat et lancer les travaux de protection côtière.

12. Annexes

ANNEXE 1 : ETAT DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D' ACTIONS ET DES RECOMMANDATIONS ISSU DE LA MISSION DU 05 AU 15 SEPTEMBRE 2022

N°	Recommandations	Échéance	Responsable	Observations	Date	Etat (1. Réalisé ; 0. Non réalisé)
1	Finaliser la restructuration des Composantes 1 et 3 du projet y compris la réallocation de fonds entre les composantes	30/10/2022	UGP/BM	Réalisé	30/10/2022	1
2	Finaliser le recrutement des entreprises et lancer les travaux pour la construction des infrastructures de la DGSC	01/12/2022	UGP	Réalisé	08/05/2023	1
3	Finaliser le recrutement des entreprises et lancer les travaux de reconstructions des logements	01/08/2023	UGP	Pas réalisé	17/08/2023	0
4	Finaliser le recrutement de l'entreprise et lancer les travaux de protection côtière	15/05/2023	UGP	Pas réalisé	11/12/2023	0
5	Finaliser le recrutement de l'entreprise et démarrer les travaux de réhabilitation de la route (RN2-RN3)	31/01/2023	UGP/DGRTR	Pas réalisé	18/03/2024	0
6	Consolider la capacité de gestion Environnementale et Sociale du projet (formation, suivi de la mise en œuvre des instruments, engagement communautaire, MGP, VBG)	En continu	UGP/SS et EE	Réalisé		1
7	Améliorer et mettre en œuvre la stratégie de suivi-évaluation du projet y compris la proposition d'un logiciel informatique de suivi-évaluation	05/01/2023	UGP/RSE	Réalisé	21/04/2023	1
8	Recruter l'auditeur interne du projet	15/03/2023	UGP/Coordination	Pas réalisé	01/09/2023	0
9	Arrêté d'exemption des frais d'immatriculation	DATUH	12/05/2023	Réalisé	09/05/2023	1

N°	Recommandations	Échéance	Responsable	Observations	Date	Etat (1. Réalisé; 0. Non réalisé)
Composante 1 : Relèvement et Résilience du secteur logement/habitat.						
Réhabilitation/construction des infrastructures communautaires						
1	Finaliser la réception provisoire des travaux de réhabilitation d'au moins 59 infrastructures communautaires	30/10/2022	UGP	Réalisé	04/01/2023	1
Construction des infrastructures (Entrepôts et citernes) pour la DGSC						1
2	Finaliser l'APS pour la construction des infrastructures de la DGSC	16/09/2022	UGP	Réalisé	16/09/2022	1
3	Finaliser l'APD pour la construction des infrastructures de la DGSC	30/09/2022	UGP	Réalisé	23/01/2023	1
4	Finaliser le DAO pour la construction des infrastructures de la DGSC	15/10/2022	UGP	Réalisé	13/02/2023	1
5	Transmettre le dossier de consultation aux Entreprises shortlistés	20/10/2022	UGP	Réalisé	17/02/2023	1
6	Finaliser le recrutement des entreprises et lancer les travaux pour la construction des infrastructures de la DGSC	01/12/2022	UGP	Réalisé	08/05/2023	1
7	Faire la réception provisoire des infrastructures de la DGSC	01/10/2023	UGP	Pas réalisé	25/12/2023	0
Reconstruction des logements						
8	Valider la liste finale des bénéficiaires du programme logement du projet	30/09/2022	UGP	Réalisé	07/12/2022	1
9	Actualiser le manuel de reconstruction des logements	30/10/2022	UGP/DATUH	Réalisé	31/01/2023	1

10	Finaliser les TdRs d'un consultant en charge de l'appui et du suivi de la mise en œuvre de la composante 1	23/09/2022	UGP BM	Réalisé	30/11/2023	1
11	Recruter un consultant en charge de l'appui et du suivi de la mise en œuvre de la composante 1	30/10/2022	UGP	Réalisé	17/04/2023	1
12	Finaliser le recrutement de l'AMO y compris la signature du contrat	30/09/2022	UGP	Réalisé	15/12/2022	1
13	Finaliser le recrutement du cabinet pour la conception des logements	01/12/2022	UGP/DATUH	Réalisé	14/02/2023	1
14	Transmettre le rapport d'étude de la conception de logements (APD et DAO) à la BM	01/02/2023	UGP/DATUH	Pas réalisé	20/06/2023	0
15	Finaliser le recrutement du cabinet en charge du développement des études environnementales et sociales	01/01/2023	UGP/DATUH	Annulé (recrutements de Consultants Individuels)		0
16	Valider les EIES et PRT	11/04/2023	UGP/DATUH/BM	Pas réalisé	15/09/2023	0
17	Mettre à jour l'analyse de la présélection des entreprises à consulter pour les travaux logements	15/04/2023	UGP/DATUH	Annulé (lancement d'AOI)		0
18	Lancer les Dossiers de Consultation des entreprises	15/04/2023	UGP/DATUH	Annulé		0
19	Démarrer les travaux de reconstructions de logement	01/08/2023	UGP/DATUH	Pas réalisé	17 août 2023	0
20	Développer l'approche méthodologique de mise en œuvre d'une phase prioritaire du programme Logement	30/09/2022	UGP/DATUH	Annulé		0
21	Assurer un engagement régulier avec Comités Habitats Résilients sur la zone d'intervention du projet	En continu	UGP/DATUH/ONG Facilitation sociale	Réalisé		1
Programme de Formation de Promotion les normes et des pratiques de construction sûres concentré sur les Techniques de conception et de construction pour des habitats résilients						

22	Finaliser le plan de formation	30/09/2022	UGP/BM/LNTPB	Annulé (assistance technique Build Change)		0
23	Finaliser les TdRs pour le recrutement d'un centre de formation des acteurs du secteur Logement	30/09/2022	UGP/DATUH	Annulé (assistance technique Build Change)		0
Renforcement du système urbain et des normes de construction						
24	Assurer un suivi régulier de la prestation d'assistance technique UN Habitat	En continu	UGP/DATUH	Réalisé		1
25	Transmettre les TdRs révisés pour les PDU des villes de Moroni et de Mutsamudu à la BM	01/02/2023	UGP/DATUH	Pas réalisé	30/09/2023	0
Composante 2 : Résilience des zones côtières et réhabilitation des infrastructures.						
Volet Protection côtière						
26	Finaliser le rapport provisoire de diagnostic des vulnérabilités côtières (Phase 1 de l'étude)	30/09/2022	UGP	Réalisé	25/10/2022	1
27	Partager avec la Banque le rapport de quantification des aléas	28/10/2022	UGP	Réalisé	11/05/2023	1
28	Transmettre à la BM le rapport APS pour chacun de 4 sites	30/11/2022	UGP	Réalisé	11/05/2023	1
29	Partager avec la Banque un projet d'avenant pour la préparation du DAO et prestation de supervision et de contrôle des travaux d'urgence	30/11/2022	UGP	Pas réalisé	30/06/202330/06/2023 30/06/202330/06/2023	0
30	Partager avec la Banque le rapport ACB, AMC, AFOM APD pour les 4 sites	31/12/2022	UGP	Réalis	30/06/2023	1
31	Finaliser et lancer le DAO	31/01/2023	UGP	Pas réalisé	04/09/2023	0
32	Finaliser le rapport d'évaluation des offres techniques et financières	31/03/2023	UGP	Pas réalisé	10/11/2023	0
33	Finaliser le contrat et lancer les travaux	15/05/2023	UGP	Pas réalisé	11/12/2023	0

Volet routier						
34	Finaliser le rapport d'APS des études de conception pour la réhabilitation des routes	30/09/2022	UGP/DGRTR	Réalisé	03/11/2022	1
35	Finaliser le rapport d'APD des études de conception pour la réhabilitation des routes	31/10/2022	UGP/DGRTR	Pas réalisé	03/11/2023	0
36	Finaliser et lancer le DAO des études de conception pour la réhabilitation des routes	30/11/2022	UGP/DGRTR	Pas réalisé	24/11/2023	0
37	Finaliser le rapport d'évaluation des offres techniques et financières	15/01/2023	UGP	Pas réalisé	09/02/2024	0
38	Finaliser le recrutement de l'entreprise et démarrer les travaux de réhabilitation de la route (RN2-RN3)	31/01/2023	UGP/DGRTR	Pas réalisé	04/03/2024	0
39	Finaliser les TdRs et lancer l'AMI pour le recrutement du cabinet en charge des études sur la sécurité routière y compris la campagne de sensibilisation (RN2-RN3)	31/03/2023	UGP/DGRTR	Pas réalisé	09/06/2023	0
Composante 3 Gestion intégrée des risques de catastrophes et Sous-composante de contingence de réponse d'urgence (CERC)						
40	Finaliser les contrats cadre relatifs à l'opérationnalisation du CERC	15/12/2022	UGP/DGSC/OVK	Pas réalisé	18/09/2023	0
41	Finaliser les TdRs et lancer l'AMI pour le recrutement du cabinet en charge de l'évaluation des aléas, vulnérabilités et risques ainsi que la base de données géoréférencées et la mise en œuvre d'un programme de formation	15/10/2022	UGP/DGSC	Pas réalisé	14/07/2023	0
42	Finaliser le rapport d'évaluation de l'AMI	10/11/2022	UGP/DGSC	Pas réalisé	21/07/2023	0

43	Finaliser le rapport d'évaluation des offres techniques et financières pour le recrutement du cabinet en charge de l'évaluation des aléas, vulnérabilités et risques ainsi que la base de données géoréférencées et la mise en œuvre d'un programme de formation	10/01/2023	UGP/DGSC	Pas réalisé	29/09/2023	0
44	Finaliser le recrutement du cabinet	23/01/2023	UGP/DGSC	Pas réalisé	20/10/2023	0
45	Finaliser et lancer les dossiers de passation des marchés relatifs à l'acquisition de équipements pour le suivi des risques volcaniques et sismiques au profit de l'OVK	15/10/2022	UGP/OVK	Réalisé	04/05/2023	1
46	Démarrer les travaux de sécurisation des sites observatoires de l'OVK	15/11/2022	UGP/OVK	Pas réalisé	09/10/2023	0
Composante 4 : Gestion du Projet, gestion des risques, suivi et évaluation.						
47	Améliorer, finaliser et mettre en œuvre la stratégie de suivi-évaluation du projet y compris la proposition d'un logiciel informatique de suivi-évaluation	05/01/2023	UGP/RSE	Pas réalisé	16/06/2023	0
48	Partager une fois par mois avec la Banque le suivi de la mise en œuvre des activités du Projet	En continu	UGP/RSE	Pas réalisé	03/07/2023	0
49	Transmettre à la Banque le rapport d'activités semestriel du projet	En continu	UGP	Pas réalisé	16/06/2023	0
Gestion financière						
50	Effectuer le suivi budgétaire et le suivi des engagements dans le système comptable en place et Transmettre à la Banque les états issus du système	En continu par trimestre	UGP/RAF	Réalisé		1
51	Renforcer le suivi et le contrôle des pièces justificatives des dépenses et transmettre à la Banque un rapport de	En continu	UGP/RAF-CPT	Réalisé		1

	revue de conformité des documentations de dépenses					
52	Recruter l'auditeur interne	15/03/2023	UGP/Coordination	Pas réalisé	18/09/2023	0
53	Soumettre régulièrement (au moins une fois par mois) les demandes de retraits de fonds (DRFs)	En continu	UGP/Coordination-RAF	Réalisé		1
Passation des marches						
54	Mettre à jour les activités dans le STEP	En continu	RPM	Réalisé		1
Sauvegardes environnementales et sociale						
55	Valider le PGES et les clauses E&S pour le DAO des travaux de construction des infrastructures de la DGSC (Entrepôts et Citernes)	30/09/2022	Equipe E&S de l'UGP	Réalisé		1
56	Finaliser les fiches de filtration E&S de la composante relogement pour la revue de la Banque	15/10/2022	Equipe E&S de l'UGP	Pas réalisé	23/06/2023	0
57	Transmettre le PAR finalisé pour les travaux de réhabilitation de RN2-RN3 (Mtsangadjou-Ouroveni) à la BM pour ANO	30/10/2022	Equipe E&S de l'UGP	Pas réalisé	18/09/2023	0
58	Transmettre à la Banque pour revue l'EIES/PGES et les clauses E&S pour le DAO des travaux de réhabilitation de RN2-RN3 (Mtsangadjou-Ouroveni)	15/11/2022 (Avant le lancement du DAO route)	Resp. Environnemental et social de l'UGP.	Pas réalisé	11/09/2023	0
59	Publier le PAR et l'EIES route finalisé et approuvé par la Banque	15/01/2023	UGP	Pas réalisé	22/09/2023	0
60	Elaborer un rapport trimestriel de suivi de la mise en œuvre des mesures de sauvegardes environnementale et sociale du projet et à la mise en œuvre des instruments de sauvegarde (pour	15 jours après chaque trimestre En continu	Resp. Social et environnemental	Réalisé		1

	l'instant, le PEES, le CGES, le CR, et le PMPP)					
61	Mettre à jour et mettre en œuvre le programme de renforcement des capacités en sauvegardes environnementale et sociale	En continu	Equipe E&S de l'UGP.	Réalisé		1
62	Préparer un rapport de clôture/audit (consultant indépendant) pour les sauvegardes E&S et les PAR mis en œuvre par le projet	6 mois après la fin de chaque activité En continu	Equipe E&S de l'UGP.	Pas réalisé		0
00 63	Produire les fiches de filtrations des sites de Protection côtière prioritaire après l'étude général en cours avec EGIS et la production des études E&S à la phase APD pour approbation de la Banque avant la finalisation du DAO afin de considérer les clauses E&S.	(Avant finalisation APD Protection côtière)	Equipe E&S de l'UGP.	Pas réalisé		0
64	Mettre en place un décret portant organisation et fixant les modalités de fonctionnement du Fonds Routier (FR) afin de remplir la clause juridique sur l'entretien courant de la route réhabilitée par la sous composante 2.1 du projet.	Immédiatement	UGP	Pas réalisé		0

ANNEXE 2 : PLAN D' ACTIONS ET RECOMMANDATIONS ISSUS DE LA MISSION D' APPUI A LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME LOGEMENT DU PROJET POST-KENNETH DU 13 AU 24 MARS ET DU 03 AU 13 MAI 2023

N°	Désignation des taches	Responsable	Echéance	Observations
1	Recrutement du coordonnateur du PRPKR	UGP/ MATUAFTT	30/06/2023	
Composante 1 : Relèvement et Résilience du secteur logement/habitat				
Reconstruction des logements				
1	Elaboration et transmission des études APD de conception des logements	IGEOTEC/BARGE	08/06/2023	
2	Elaboration et transmission du DAO de conception des logements	IGEOTEC BARGE	20/06/2023	
3	Lancement des DAO Internationales	UGP/DATUH	26/06/2023	
4	Finaliser le recrutement des entreprises et démarrer les travaux des logements de la 1ère phase	UGP/DATUH	17/08/2023	
5	Réception provisoire des travaux des logements de la 1ère phase	UGP/DATUH	15/02/2024	
6	Lancement des travaux des logements de la 2ème phase	UGP	29/02/2024	
7	Réception provisoire des travaux des logements de la 2ème phase	UGP/DATUH	27/12/2024	
8	Mise à jour trimestriellement du Manuel de mise en œuvre du programme de reconstruction de logements	UGP	31/07/2023 (en continu)	
Programme de Formation de Promotion les normes et des pratiques de construction sûres concentré sur les Techniques de conception et de construction pour des habitats résilients				
1	Révision et finalisation du Guide de construction des logements	Build Change	30/06/2023	
2	Formation des bonnes pratiques de construction de maison résiliente	UGP/Build Change	21/07/2023	
Foncier / Certificat + Titre Foncier				
1	Bornage-levé-topo des terrains des bénéficiaires	Service Topo	30/06/2023	

2	Etablissement des plans croquis	Service Topo	30/06/2023	
3	Etablissement de l'acte de notoriété publique	Notaires	24/06/2023	
4	Octroi du certificat d'immatriculation	Service Domaine	14/07/2023	
5	Octroi de permis de construire	DATUH	28/07/2023	
6	Octroi des titres fonciers	Service Domaine	11/12/2023	
Renforcement du système urbain et des normes de construction				
1	Transmettre les TdR révisés pour les PDU des villes de Moroni et de Mutsamudu à la BM	UGP	30/06/2023	
Construction des infrastructures (entrepôts et citernes) de la DGSC				
1	Finaliser les APD des infrastructures (02 entrepôts) de la DGSC de Moroni	UGP	12/06/2023	
2	Finaliser les DAO des infrastructures (02 entrepôts et citernes) de la DGSC de Moroni	UGP	19/06/2023	
3	Lancer le Dossier d'Appel Offre International	UGP	21/06/2023	
4	Finaliser le recrutement des entreprises et lancer les travaux pour la construction des infrastructures de la DGSC	UGP	11/09/2023	
Composante 2 : Résilience des zones côtières et réhabilitation des infrastructures				
Volet protection côtière				
1	Partager avec la Banque le rapport APD pour chaque site et les TDRs de prestation de supervision et de contrôle des travaux côtiers	UGP	30/06/2023	
2	Finaliser et lancer les DAO	UGP	04/09/2023	
3	Finaliser le rapport d'évaluation des offres techniques et financières	UGP	10/11/2023	
4	Finaliser le contrat et lancer les travaux de protection côtière	UGP	11/12/2023	
Volet routier				
1	Lancer les TDRs pour le relancement des études techniques APD et DAO de la route RN2-RN3	UGP	09/06/2023	
2	Finaliser le rapport d'évaluation des offres techniques et financières	UGP	18/08/2023	
3	Finaliser le recrutement du cabinet en charge des études techniques APD et DAO de la route RN2-RN3	UGP	15/09/2023	
Composante 3 : Gestion intégrée des risques de catastrophes et Sous-composante de contingence de réponse d'urgence (CERC)				
1	Réviser les TDRs et lancer l'AMI pour le recrutement du cabinet en charge de l'évaluation des aléas, vulnérabilités et risques ainsi que la base de données	UGP	14/07/2023	

	géoréférencées et la mise en œuvre d'un programme de formation			
2	Finaliser le recrutement du cabinet	UGP	20/10/2023	
3	Finaliser les contrats cadre relatifs à l'opérationnalisation du CERC	UGP	18/09/2023	
Composante 4 : Gestion du Projet, gestion des risques, suivi et évaluation				
1	Partager une fois par mois avec la Banque le suivi de la mise en œuvre des activités du Projet	UGP/RPSE	En continu	
Sauvegardes environnementales et sociale				
1	Finaliser le recrutement de deux (02) consultants individuels pour les EIES/PGES des logements	UGP	23/06/2023	
2	Elaboration et finalisation des EIES/PGES des logements	UGP	15/09/2023	
3	Finaliser le recrutement d'un cabinet en charge des EIES et PAR de la protection côtière	UGP	28/08/2023	
4	Finaliser le recrutement de deux (02) consultants individuels internationaux pour les EIES et PAR de la route RN2-RN3	UGP	14/07/2023	
Passation des marchés				
1	Mettre à jour les activités dans le STEP	En continu	RPM	
Gestion financière				
1	Soumettre régulièrement (au moins une fois par mois) les demandes de retraits de fonds (DRFs)	En continu	UGP/Coordination-RAF	